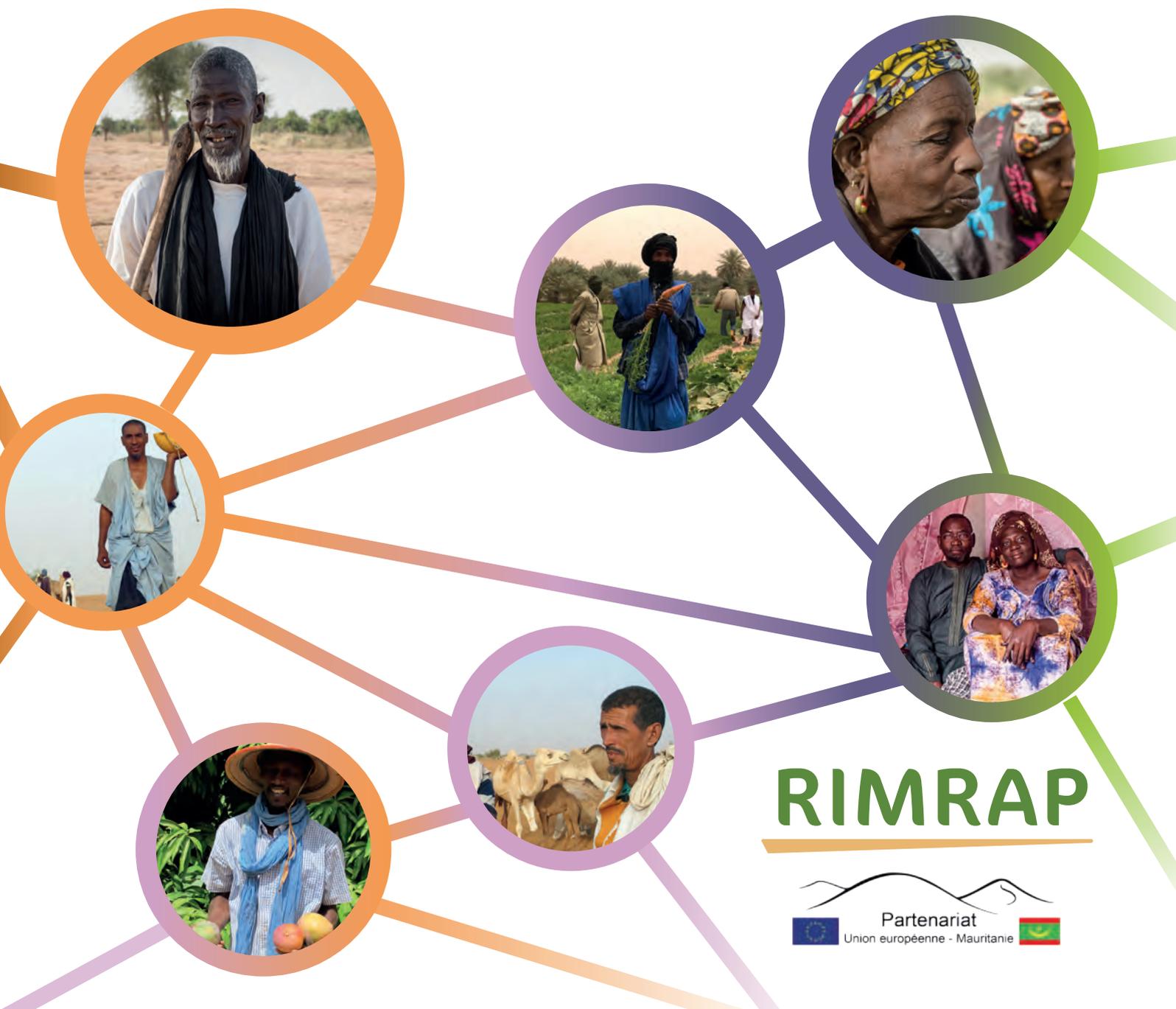


LES CHEMINS DE LA RÉSILIENCE

Capitalisation du Programme RIMRAP

Renforcement Institutionnel en Mauritanie
vers la Résilience Agricole et Pastorale



RIMRAP



Sommaire



Introduction p.4

Le RIMRAP «Mode d'emploi» p.6

Axe 1 - Renforcement institutionnel p.20

1.1 - L'appui institutionnel aux acteurs du secteur rural p.22

1.2 - La plateforme de dialogue sectoriel sur le secteur rural p.28

1.3 - La composante formation et recherche du RIMRAP p.34

1.4 - Opérationnalisation de la chaîne PPBSE dans le secteur du développement rural p.38

Axe 2 - Gouvernance des ressources locales p.42

2.1 - Les diagnostics du secteur rural p.44

2.2 - Actions prioritaires : les réalisations «en dur» p.50

2.3 - Actions prioritaires : outils de gouvernance p.58

2.4 - Les mécanismes d'alerte précoce (SAP) p.64

2.5 - Appui aux mécanismes de gestion territoriale des ressources naturelles (GTRN) p.72

Axe 3 - Informations sur le secteur rural p.78

3.1 - Volet communication pour le développement (C4D) p.80

3.2 - Le site Rim-Rural.org p.88

3.3 - La capitalisation des initiatives de résilience p.92

3.4 - Les documents techniques du RIMRAP p.98

Les chemins de la résilience

Le programme RIMRAP (Renforcement Institutionnel en Mauritanie vers la Résilience Agricole et Pastorale), financé par l'Union européenne, s'est déroulé dans sa phase principale de 2016 à 2020 et a contribué à :

- Des institutions mieux armées face aux aléas
- Des ressources naturelles mieux protégées et gérées par les populations rurales
- Des connaissances davantage partagées sur le secteur rural

Ce sont ces 3 chemins de la résilience, 3 voies qui permettent à des populations mauritaniennes d'être mieux armées face aux aléas que leur pays affronte au quotidien, en première ligne de la lutte contre le changement climatique. Ce sont ces 3 chemins que cette capitalisation vous invite à suivre.

Sur quelles bases ont été définies les actions ? Comment ont-elles été réalisées ? Pour quels résultats ? Qui a été impliqué ? Quelles sont les leçons apprises de toutes les actions ? Qu'est-ce qui va rester pour les autres programmes contribuant au développement rural en Mauritanie ? Qu'est-ce qu'on a appris sur la résilience agricole et pastorale ? Quels enseignements peut-on en tirer pour d'autres interventions de développement dans d'autres pays du Sahel ?

La capitalisation du programme tente de répondre à ces questions regroupées ici sous forme de fiches thématiques, également déclinées en une exposition sur la résilience* et en webdocumentaire**. Les acteurs du RIMRAP ont tenu à partager leur réflexion sur les actions qu'ils ont menées pendant 5 ans avec ses succès et ses échecs sans masquer les difficultés qu'ils ont surmontées afin que leur expérience partagée permette d'améliorer l'impact des futurs projets de développement rural.

* <https://rim-rural.org/capitalisation-rimrap/expo-resilience/>

** <https://rim-rural.org/capitalisation-rimrap/>

Le RIMRAP

Mode d'emploi



Crédit photo : En Haut/RIMRAP

Dans un pays où près de 15% de la population rurale sont en insécurité alimentaire (données FSMS PAM/CSA 2020), les Mauritaniens multiplient les initiatives pour sortir de l'aide humanitaire et développer durablement leur pays. Comment construire une Mauritanie rurale plus résiliente face aux changements sociaux, politiques, économiques et environnementaux ?

Le programme RIMRAP (Renforcement Institutionnel en Mauritanie vers la Résilience Agricole et Pastorale) a été mis en place de 2016 à 2020 et a contribué à la réponse à ces questions fondamentales en œuvrant notamment à :

- **Des institutions mieux armées face aux aléas**
- **Des ressources naturelles mieux protégées et gérées par les populations rurales**
- **Des connaissances davantage partagées sur le secteur rural**

De 2016 à 2020, 24 acteurs très divers comme un Ministère, les agences de coopération allemande et espagnole, 4 consortiums d'ONG nationales et internationales, une cellule d'Assistance Technique ont mis en oeuvre le programme dans 4 wilayas, le Guidimakha, l'Assaba, le Hodh El Gharbi et le Hodh El Chargui. Qu'ont-ils appris ? Que veulent-ils transmettre ? Et si le RIMRAP était à refaire ?



GENÈSE

Les débuts du RIMRAP ont été difficiles du point de vue administratif.

Tout au début, une convention de financement a été signée en décembre 2015 entre le Ministère du Développement Rural (MDR) et l'UE. Convention qu'il a fallu revoir car le MDR s'est ensuite divisé en deux départements : le Ministère de l'Élevage et le Ministère de l'Agriculture avec une gestion directe de l'UE mais un ancrage technique dans chaque Ministère. Cet ancrage a été cantonné aux 2 Directions des stratégies et s'est concrétisé par deux bureaux pour l'Assistance Technique. A noter qu'en 2018, ces deux Ministères ont de nouveau fusionné. L'Assistance Technique s'est alors regroupée dans la Direction des Stratégies, de la Coopération et du Suivi-Évaluation (DSCSE) du Ministère de l'Agriculture.

L'Assistance Technique - composée d'une équipe d'experts en élevage, en agriculture, en suivi-évaluation, en communication pour le développement et d'une assistance de programme - a été opérationnelle dès février 2016. S'en est suivi un long processus de signatures de contrats entre avril et décembre 2016 avec la Délégation de l'Union Européenne (DUE) pour les 4 consortiums, la coopération espagnole (AECID) et la coopération allemande (GIZ). **Ces processus administratifs ont donc amputé de presque un an la durée de réalisation du programme qui s'est étendue jusqu'en novembre 2020.** En outre, d'un point de vue opérationnel, l'AECID n'a pu être fonctionnelle qu'en décembre 2017 et la GIZ en juin 2018.

Le programme ne s'est pas arrêté pour autant puisqu'une prolongation de la convention de financement a été accordée jusqu'en août 2022. Dans ce cadre, certains acteurs ont prolongé leur mandat jusqu'à fin décembre 2020 afin de pouvoir correctement achever les actions en retard dû à la COVID19 (consortiums de l'Assaba et du Hodh Echargui) et la GIZ envisage également une prolongation. **Parallèlement, un nouveau projet, le « COPCO (COvid – PostCOvid) » a démarré en août 2020 et durera deux années.**

CONTEXTE

En 2014, une étude a été conduite sur 4 territoires pilotes (Guidimakha, Assaba et les 2 Hodh) pour répondre à trois questions essentielles :

- 1 - Quel type d'administration incarne le Ministère du Développement Rural dans son état institutionnel et fonctionnel actuel et vers quel type d'administration doit-il tendre pour affirmer son leadership dans le pilotage de la stratégie de développement du secteur rural (SDSR) ?
- 2 - Comment améliorer l'environnement interne et externe du secteur afin de construire de nouvelles dynamiques de développement rural axées sur des filières efficaces et une offre satisfaisante de services aux éleveurs et agriculteurs ?
- 3 - Comment améliorer l'efficacité du développement dans les sous-secteurs de l'agriculture et de l'élevage selon les principes des Déclarations de Paris, d'Accra et de Busan ?

La Revue Institutionnelle du Secteur Agro-Pastoral (RISAP) comme on l'a appelée, a abouti à la conclusion que le secteur agricole et pastoral était globalement sinistré avec des besoins énormes dans tous les domaines.

La volonté de l'Union européenne était de faire de la SANAD (Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle et Agriculture Durable) son premier secteur de concentration dans ce pays en investissant 86M€ divisés dans 3 programmes, le RIMRAP (37M€) pour l'appui institutionnel, le RIMDIR (31M€) pour l'appui aux infrastructures et le RIMFIL (18M€) pour l'appui aux filières dans le cadre du 11ème FED.

Le montage du RIMRAP était motivé par la nécessité d'avoir des actions qui préparent le terrain aux deux autres programmes, RIMDIR et RIMFIL.



DESCRIPTION

La conception du programme RIMRAP

4 consortiums d'ONG étaient responsables du déroulé des activités dans les 4 régions du programme. La coopération espagnole était en charge du volet renforcement institutionnel et la coopération allemande de la composante recherche appliquée et formation professionnelle. L'Assistance Technique (AT) était composée d'un consortium de 3 bureaux d'étude, l'IRAM (France), l'UCAD (Mauritanie) et l'AFCI (Allemagne) coordonné par le premier.

Pour compléter le tableau administratif, deux autres contrats ont été signés : avec l'IPAR, think-tank ouest-africain pour la gestion de la plateforme de dialogue sectoriel et le site internet puis de nouveau l'IRAM pour la gestion du COPCO, un projet "COvid - Post COvid" dessiné à la fin du RIMRAP.

Un montage complexe qui n'a pas facilité la mise en œuvre du programme d'un côté et en a fait toute sa richesse d'un autre.

Du point de vue budgétaire, le RIMRAP a été doté de 27M€ (dont 1M€ de la GIZ et 1M€ de l'AECID)

Fiche-programme

2 OBJECTIFS

- **Objectif principal :**
Renforcer la résilience des populations vulnérables face à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle
- **Objectif spécifique :**
Améliorer la gouvernance en matière d'accès équitable et de gestion durable des ressources dans un contexte de changement climatique.

3 RÉSULTATS ATTENDUS

- R1 : Renforcement organisationnel et institutionnel au niveau national
- R2 : Gouvernance de la gestion des ressources pour les populations rurales améliorée dans les régions de l'Assaba, du Guidimakha et des deux Hodh.
- R3 : Amélioration des systèmes d'information pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

5 COMPOSANTES

- C1 : Le renforcement des capacités physiques et matérielles des Ministères de l'Agriculture et de l'Elevage (équipement et travaux) : CAON (Cellule d'Appui à l'Ordonnateur National)
- C2 : L'appui au renforcement de capacités en matière de politiques et de stratégies, de suivi & évaluation et de systèmes d'information sur la base d'une Convention avec l'AECID (coopération espagnole)
- C3 : Le renforcement de capacité en matière de formation et de recherche sur la base d'une Convention avec la GIZ (coopération allemande)
- C4 : L'amélioration de la gouvernance en matière d'accès équitable et de gestion durable des ressources via 4 consortiums d'ONG dans les Wilaya de l'Assaba, du Guidimakha et des deux Hodh
- C5 : L'Assistance Technique (AT) en soutien aux deux Ministères pour la coordination et la supervision des composantes 2, 3 et 4 dont l'IRAM est en charge





Originalité du RIMRAP

Le RIMRAP constitue une originalité à travers **3** principales raisons :

Tout d'abord, **il s'agit d'un programme et non d'un projet**, ce qui signifie qu'**un ensemble de partenaires est impliqué** pour atteindre les résultats du programme entier, chacun avec sa plus-value et sa spécificité. Mais chacun avec ses résultats également. Dans le cas présent, ce sont 24 structures (10 ONG internationales, 8 ONG nationales, 2 États membres (EM), 3 bureaux d'étude (BE) et un think tank ouest-africain qui sont concernées pour appuyer le Ministère du Développement Rural. Pour ce faire, la DUE a passé 8 contrats différents.

Ensuite, contrairement à la plupart des opérations généralement financées par l'UE, **le programme est en gestion directe**. C'est-à-dire que, d'une part, la DUE est directement en charge du suivi opérationnel, administratif et comptable des contrats et des actions, sans passer par la cellule d'appui à l'ordonnateur national (CAON) et d'autre part, qu'il n'existe pas « d'unité de gestion de programme » autonome mais simplement une équipe d'Assistance Technique directement logée dans le Ministère appuyé, afin de faciliter la mise en œuvre des opérations.

En outre, de manière plus conjoncturelle, **le programme a initialement été dimensionné (2014) pour appuyer un Ministère du Développement Rural (MDR). Ce dernier s'est trouvé scindé en 2 Ministères** – agriculture (MA) et élevage (ME) – au moment du démarrage du RIMRAP en 2015 (donc 1 tutelle de rattachement administratif – le ME – mais 2 tutelles opérationnelles officielles). Puis en 2018, le ME et le MA ont de nouveau fusionné pour redevenir un MDR avec un retour théorique à une seule tutelle mais en pratique, toujours avec 2 pilotes.

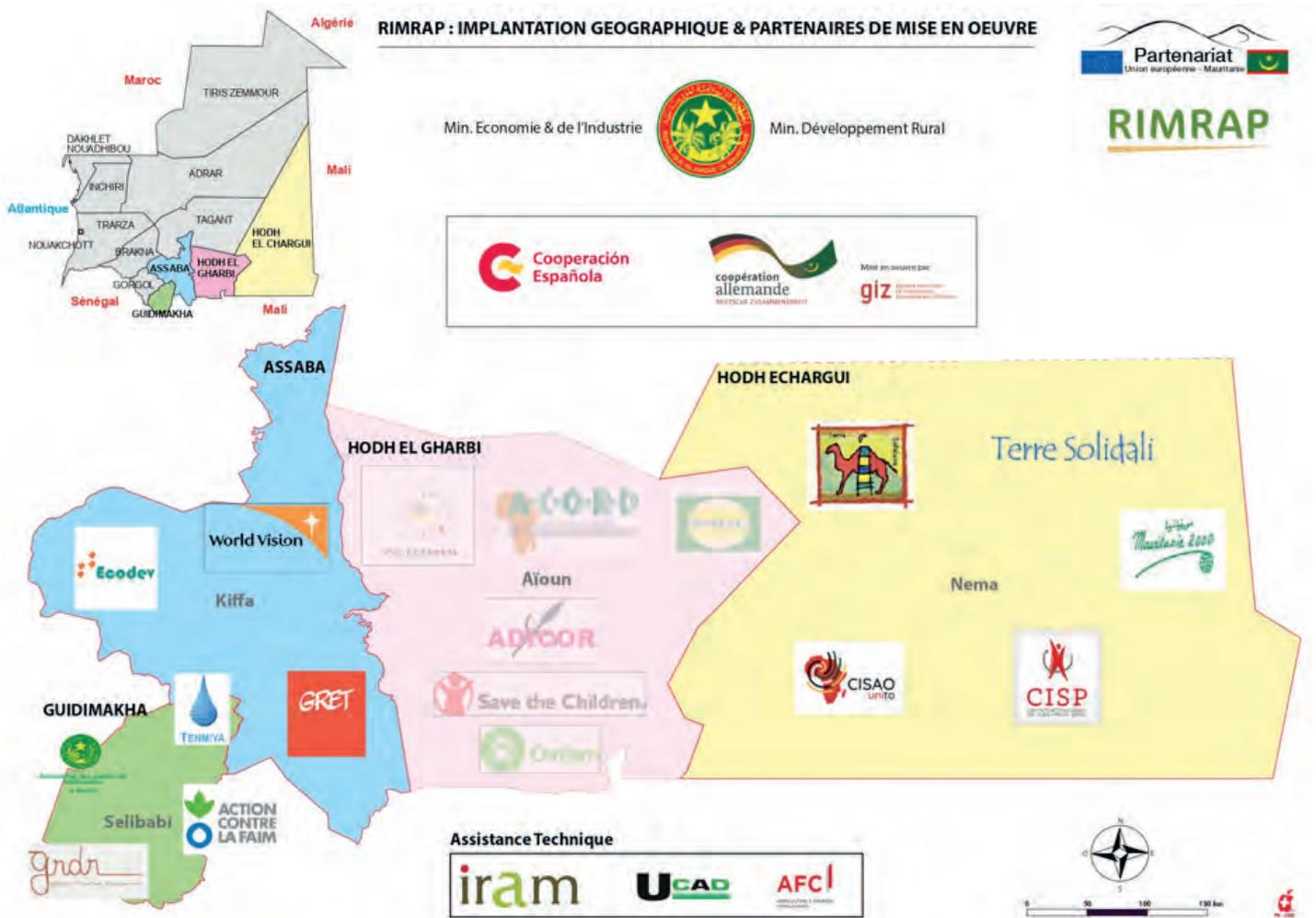


Crédit photo : Sophie Nick/RIMRAP



Un programme de renforcement institutionnel

La CAON et l'AECID constituaient les fers de lance de ce renforcement institutionnel. La première à travers la composante 1 (exclusivement sous sa tutelle pour la réhabilitation de plusieurs infrastructures centrales et régionales du Ministère) et la seconde à travers la composante 2 entièrement dévolue au renforcement de capacités des agents du Ministère. **Compte tenu de l'essence du programme, chacun des 24 partenaires a contribué à un moment donné à renforcer institutionnellement le secteur.** La GIZ à travers le soutien aux institutions de recherche et de formation mais aussi aux agro-pasteurs, les ONG à travers l'implication des Services Techniques Déconcentrés (STD) à tous les niveaux et l'AT de manière transversale en soutien continu au(x) Ministère(s) mais aussi à travers ses propres résultats.



Implantation géographique des partenaires de mise en oeuvre

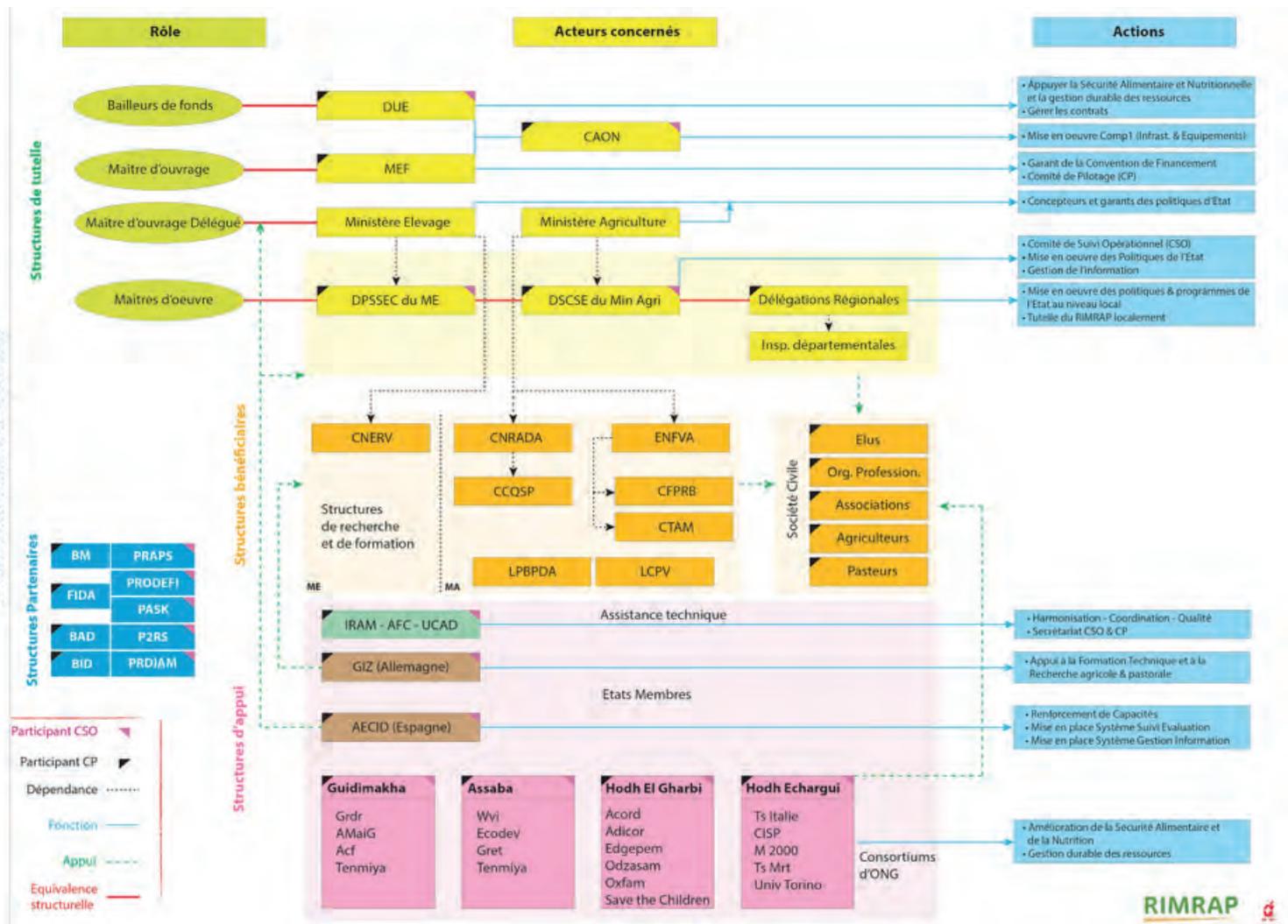


Schéma organisationnel du RIMRAP

Harmonisation et suivi-évaluation

La DUE avait perçu les difficultés à venir et avait introduit dans le cadre logique des partenaires un « Résultat 0 » qui permettait de les modifier dans une certaine limite. **Ainsi, l'AT a pris l'initiative de travailler avec les ONG pour amener les 4 consortiums à partager le même cadre logique.** L'exercice fut assez long et ardu mais la bonne volonté de chacun a permis d'aboutir à un résultat final harmonisé. Il n'a pas été possible de réaliser le même travail avec les États membres en raison de la spécificité de leur cadre logique et de leur niveau de collaboration légèrement inférieur. Un manuel de suivi & évaluation a été produit pour l'ensemble des acteurs dès juillet 2017.

Un tableau de suivi des indicateurs (TSI) a finalement été mis en place afin de suivre l'évolution des résultats. Il est régulièrement renseigné par les ONG, les États membres et l'AT.



LE RÔLE DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE

L'action de l'Assistance Technique a été définie à travers **10** résultats distincts à atteindre :

RÉSULTAT 1 : Élaboration d'une stratégie et d'un plan de travail global de l'appui de l'Assistance Technique.

RÉSULTAT 2 : Coordination, supervision, suivi des activités des différentes interventions du programme.

RÉSULTAT 3 : Élaboration de plans d'investissements pour le Ministère de l'Agriculture et le Ministère de l'Élevage.

RÉSULTAT 4 : Mise en place et appui à une plateforme de dialogue inclusif entre les différents acteurs étatiques et non-étatiques.

RÉSULTAT 5 : Élaboration et mise en œuvre d'une méthodologie de suivi et d'évaluation du RIMRAP.

RÉSULTAT 6 : Études, analyses, échanges ad hoc, outils fournis aux acteurs du RIMRAP.

RÉSULTAT 7 : Mise en place d'un système de gestion des crises et des situations d'urgences participatif, inclusif et adapté mis en place dans les quatre wilayas.

RÉSULTAT 8 : Coordination avec tous les autres programmes du secteur.

RÉSULTAT 9 : Communication institutionnelle et opérationnelle du programme.

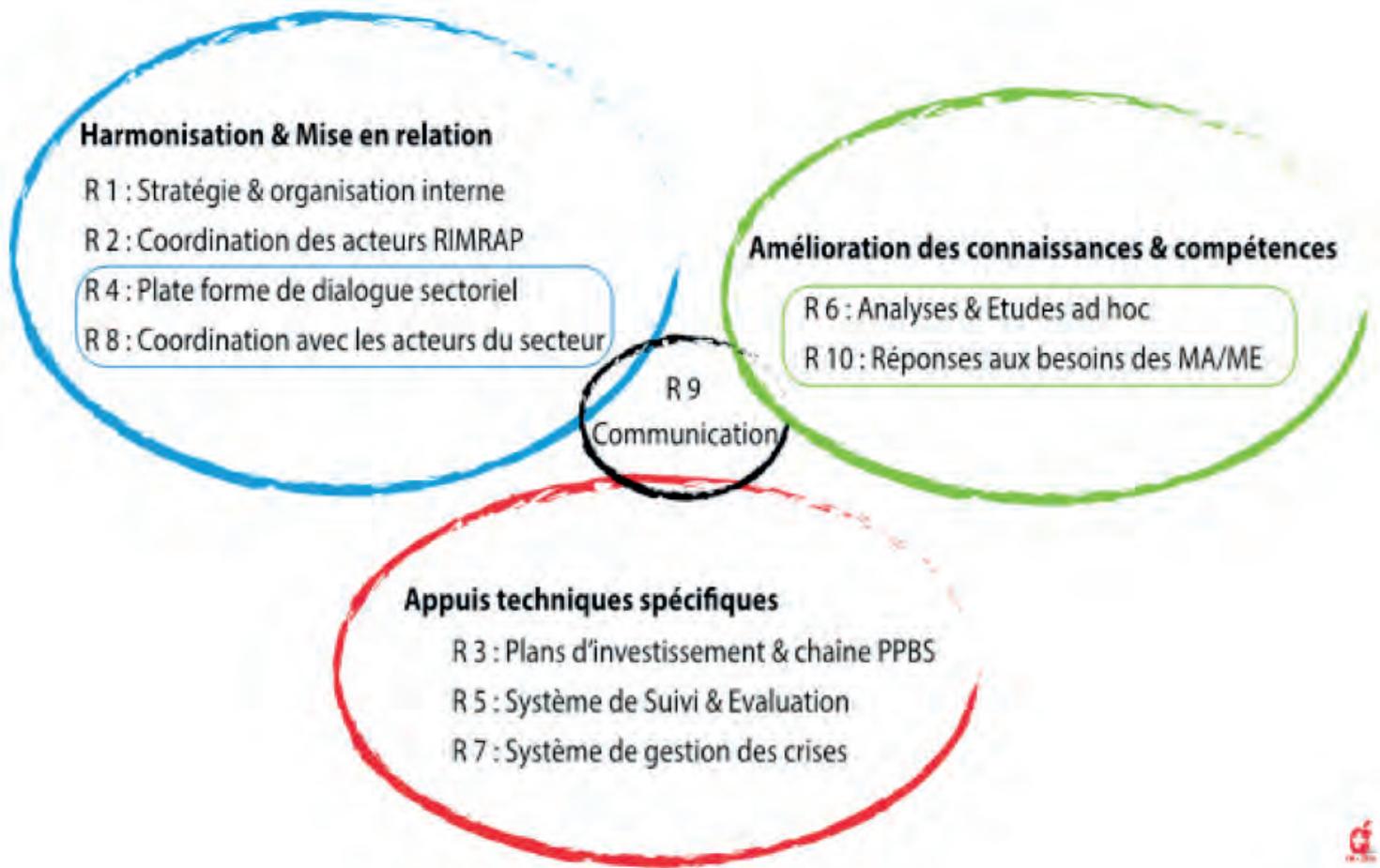
RÉSULTAT 10 : Autres services éventuels demandés par le MA ou ME validés par la DUE.

Le rôle de l'Assistance Technique a consisté à mettre en synergie les différents protagonistes :

D'une part **des acteurs directs du RIMRAP** précédemment cités au travers d'une planification de la mise en œuvre, validée par les instances de pilotage, a reposé sur une programmation fine des activités.

D'autre part **des interventions des partenaires institutionnels et techniques** intervenant dans le secteur rural.





Organisation des résultats de l'AT en grands ensembles cohérents



COMMENT L'ACTION A-T-ELLE ÉTÉ RÉALISÉE ?

La complexité administrative du programme n'a pas facilité sa mise en oeuvre qui a été marquée également par une hétérogénéité des approches et méthodologies, **un véritable casse-tête pour l'Assistance Technique qui s'est avérée finalement "le bras droit non armé" de l'UE.**

Pour atteindre les résultats du RIMRAP, en fonction de la répartition des tâches élaborée par l'UE, **chaque partenaire devait contribuer de manière plus ou moins importante en fonction de ses capacités et de ses objectifs propres.** Si les ONG se sont concentrées sur le deuxième résultat (amélioration de la gouvernance des ressources) et que la GIZ s'est consacrée au renforcement des acteurs (du sommet à la base) dans les domaines de la recherche appliquée et de la formation professionnelle, l'AECID est finalement le partenaire dont le spectre d'intervention concernant le niveau institutionnel devait être le plus important. Malheureusement, cet acteur a eu de grandes difficultés à mettre en oeuvre son mandat et si l'AT a essayé en continu de compenser en partie cette absence, ses moyens humains et financiers ainsi que ses prérogatives, étaient bien trop limités.

Les actions du RIMRAP

RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL

- Un plan de formation complet, révisé en 2020.
- Un appui régulier à la chaîne PPBSE (CDMT, GAR, Maturation de projets).
- Un renforcement de la recherche appliquée et de la formation continue.
- Une production d'études et de documents en faveur du/des Ministère(s) (procédures, suivi & évaluation).
- Un appui continu au MDR et à la DUE dans leurs réflexions, montage de projets, conduite d'opération dans le secteur rural.
- Un appui continu aux ONG et associations en charge de mettre en oeuvre le RIMRAP.
- Une plate forme de dialogue sectoriel traitant avec tous les acteurs du secteur des thèmes identifiés comme prioritaires à l'échelle nationale.

AMÉLIORATION DE LA GOUVERNANCE DES RESSOURCES

- Des diagnostics régionaux pour les 4 wilayas (avec un corpus documentaire conséquent).
- Environ 160 actions prioritaires.
- Environ 150 actions d'urgence.
- L'accompagnement ou la mise en place d'outils de gouvernance (AGLC, PDC, PAP-R, CCC, Comité RRC...).
- La production d'atlas thématiques ou géographiques.
- La production de modules de formation et de recherche adaptés aux productions & contraintes locales.

SYSTÈME D'INFORMATIONS POUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE & NUTRITIONNELLE

- Un appui au(x) Ministère(s) pour leur site internet.
- Un recueil de 36 fiches d'initiatives de résiliences à travers le pays.
- 15 vidéos sur le programme et les expériences innovantes.
- Un site internet du secteur rural.





POUR QUELS RÉSULTATS ?



- Le mérite d'essayer un dispositif programmatique multiacteurs et de pouvoir en tirer des leçons.
- Une bonne synergie entre l'AT et les ONG.
- Des documents intéressants (diagnostics, études, atlas etc..) produits au cours du programme et disponibles sur le site rim-rural.org.
- Des réalisations nombreuses, de qualité et utiles (120 actions prioritaires).
- La plateforme de dialogue, structure novatrice, originale et porteuse de progrès par la concertation des différentes parties prenantes du développement rural.
- Le site rim-rural.org, un centre de ressources de référence.



- Des États membres qui ont mis du temps à démarrer et qui n'ont pas pu facilement atteindre les objectifs initiaux.
- Une difficulté à mettre en oeuvre la partie du renforcement institutionnel couverte par l'AECID, malgré quelques résultats intéressants et une compensation partielle par l'AT (chaîne PPBS, suivi et évaluation, appuis ponctuels...).
- La faillite d'un des consortiums (Hodh El Gharbi) qui a conduit à priver une wilaya des retombées prévues du RIMRAP.
- Un ajustement parfois délicat entre les ONG d'un même consortium en raison de leur nature et de leurs objectifs parfois différents.
- Un Ministère partiellement investi dans la dynamique proposée et un accès limité du programme et de l'AT aux instances supérieures du Département (Secrétariat Général, Cabinet, Ministre).
- Un cloisonnement entre les Directions nationales qui n'a pas facilité l'appui du Ministère qui, en outre, n'a pas pu mettre en oeuvre la condition suspensive de mise à disposition de 46 agents.
- Une DUE en retrait sur les plans stratégique et politique dans un secteur qui pèse pourtant plus de 100 M€ en Mauritanie.

UNE FIN DE PROGRAMME PERTURBÉE

Depuis mars 2020, trois événements inattendus se sont cumulés et ont rendu la fin de cette phase 1 plus complexe que prévue. Tout d'abord, la réduction de l'équipe permanente de 3 à 2 a conduit à une réorganisation du travail avec l'équipe restante. Ensuite la pandémie du COVID a conduit à redimensionner et réorienter les actions avec des déplacements internationaux et inter-régionaux réduits. Enfin, une requête de la DUE de dimensionner une phase 2 du RIMRAP sur la base des fonds AECID récupérés, tout en intégrant une dimension d'urgence a induit la construction d'un nouveau projet, le COPCO, tout en bouclant le RIMRAP.



ET SI C'ÉTAIT À REFAIRE ?

Choix d'un «programme» au lieu d'un «projet»

La pertinence est évidente si l'on veut réellement posséder une vision transversale et holistique et agir sur l'ensemble des leviers d'un secteur donné (rural en l'occurrence). Le choix semble nécessaire pour permettre une réflexion à l'échelle nationale afin de se maintenir à la hauteur de ce qu'un bailleur de l'envergure de l'UE est en capacité d'appuyer dans un pays comme la Mauritanie.

La communication sur la notion de programme

Compte tenu de l'originalité – déjà évoquée – de la dimension « programme », la question de la communication s'avère essentielle. Or, le constat est que ni l'État mauritanien, ni les États membres, ni les ONG ne se sont réellement sentis « faire partie d'un tout ». Chacun avait son contrat avec la DUE et si l'AT – dont c'est certes l'un des rôles – n'avait pas dépensé un temps et une énergie considérables à rassembler de manière très volontariste tous les acteurs autour de thèmes communs, chacun aurait probablement déroulé son « projet » de façon isolée. Ce fut d'ailleurs parfois le cas.

La conception d'un programme

Il est clairement apparu que la conception du RIMRAP était largement perfectible. L'UE s'est retrouvée avec une juxtaposition de projets unitaires, assez disparates (même entre consortiums) sans pouvoir suffisamment harmoniser au départ certains éléments communs (comme les cadres logiques, la notion de diagnostic, d'actions prioritaires, d'actions d'urgence etc..). Il existait évidemment un obstacle initial majeur à cette concertation puisque sur la base d'un appel à proposition, les soumissions déposées et validées ne pouvaient plus être contractuellement modifiées. Il aurait pourtant existé des astuces ou des consignes permettant un meilleur alignement. Malgré tout, la DUE, consciente de ce problème a inclus un « résultat zéro » qui a permis certaines modifications « post démarrage ».

La question de la gouvernance

A priori, le choix de la gestion directe (par la DUE) se révélait encore pleinement pertinent dans une démarche allant vers la « Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide », afin de ne pas mettre en place des unités de gestion situées en dehors des espaces de tutelle (Ministère) et de la DUE, avec une autonomie parfois trop forte.

Cependant, dans le cas de la Mauritanie, la gestion administrative et financière opérée « en direct » par la DUE s'est révélée lourde pour certains opérateurs en conduisant à des retards importants de mise en œuvre et/ou de paiement (cf AECID, GIZ, AT). Un échange plus constructif devrait avoir lieu dès le départ entre de tels programmes et les unités de la DUE (Techniques & financières) afin d'optimiser la gestion des procédures.





Le pilotage du programme

La configuration proposée avec une Assistance Technique « transversale » est intéressante car on constate que l'AT est la garante d'une certaine unité et d'une vision que chaque partenaire peut avoir tendance à perdre de vue pour les raisons évoquées plus haut. En revanche, le rôle de l'AT doit être mieux défini par rapport à d'autres partenaires sur lesquels elle n'a aucune autorité hiérarchique. De fait, l'AT a souvent dû jouer en finesse et développer une légitimité contre une légalité contractuelle inexistante.

L'inclusion des États membres

Parmi les 8 contrats signés par la DUE, 2 étaient des agences de coopération (GIZ et AECID). Ces structures bénéficient d'une marge de manoeuvre plus importante que les ONG ou que l'AT. Cette différence de gestion a induit une certaine distorsion entre les différents partenaires du programme. Il apparaît délicat de mixer des partenaires aussi différents. L'option de tout confier à un État membre (comme Enabel avec RIMDIR et RIMFIL) constitue une option intéressante.

Implication du Ministère

L'ancrage du programme a posé question en raison de la nature du programme (renforcement institutionnel) et de sa transversalité thématique (le RIMRAP est intervenu dans tous les domaines de toutes les Directions nationales). De fait, une seule Direction - même si elle est stratégique - ne pouvait pas prendre certaines responsabilités qui la dépassaient et un ancrage au niveau supérieur (SG, Cabinet...) aurait probablement conduit à une mobilisation plus forte de l'ensemble du Département.





PORTÉE ET DURABILITÉ DE L'ACTION

- Pour les raisons expliquées plus haut, la portée du RIMRAP s'est avérée limitée en termes de renforcement institutionnel qui était pourtant le coeur du programme. Heureusement, RIMDIR & RIMFIL en reprennent une partie à leur compte. Tout comme le COPCO qui le poursuit avec la même équipe.
- Les acquis en termes de pratique de méthodologie participative, de mise en contact des acteurs, de décloisonnement perdureront au-delà du RIMRAP.
- Les réalisations devraient améliorer la résilience des ménages touchés.
- La plateforme de dialogue et le site rim-rural.org constituent les éléments les plus durables du programme.

DIRES D'ACTEURS

“ Il va rester un certain nombre de chantiers ouverts sur des réflexions stratégiques fondamentales sur la place du développement rural en Mauritanie, sur les perspectives de développement de ce secteur en termes social et économique. L'importance de choix en termes de durabilité par rapport aux options qui doivent être prises, la place de certaines activités au niveau sectoriel et en l'occurrence du pastoralisme et son apport à l'économie rurale dans ce pays. L'importance de la concertation qui a été ré-instituée dans ce Ministère grâce à la plateforme de dialogue sectoriel qui porte en l'occurrence la réflexion de tous ces chantiers.”

Abder Benderouche chef de mission de l'Assistance technique de 2016 à début 2020.





Crédit photo : En Haut/RIMRAP

Capitalisation du RIMRAP

Axe 1

Renforcement
institutionnel

1.1

L'APPUI INSTITUTIONNEL AUX ACTEURS DU SECTEUR RURAL



Terre Nourricière / RIMRAP

Par renforcement institutionnel on entend le renforcement de toutes les parties prenantes du développement rural qui sont en première ligne face aux aléas climatiques, économiques et sociaux.

Du Ministère à ses délégations en passant par les organisations d'appui, les centres de formation et de recherche, jusqu'aux agriculteurs et aux pasteurs, hommes et surtout femmes : ce sont toutes ces personnes qui doivent être mieux armées pour relever les défis. Le RIMRAP s'est voulu un programme de développement basé avant tout sur l'humain.

Le renforcement des institutions permet structurellement de mieux appuyer les agropasteurs qui sont les "bénéficiaires finaux" de tous les programmes de développement. Mais eux aussi doivent être renforcés directement dans leurs pratiques sans passer forcément par des intermédiaires. Les ONG s'en sont chargées avec des moyens très divers dans les 4 willayas.

Le renforcement des acteurs étatiques a été pris en charge notamment dans le cadre de la composante 1 "Recherche et formation" et la composante 2 "Renforcement institutionnel" gérées respectivement par les coopérations allemande (GIZ) et espagnole (AECID) avec l'appui de l'Assistance Technique (AT).



GENÈSE

La Revue Institutionnelle du secteur Agro-Pastoral (RISAP) avait déjà identifié le manque d'appuis aux acteurs à tous les niveaux : du Ministère à la société civile et aux communautés rurales en passant par les autorités et les élus.

Par la suite, les divers constats effectués, notamment à travers les diagnostics régionaux, sur les besoins en renforcement des acteurs ont conduit les consortiums à se concerter avec les entités concernées (agropasteurs, élus, Services Techniques Déconcentrés (STD), ...) afin de renforcer les différents supports et outils de gouvernance.

On verra que cet appui institutionnel se retrouve en filigrane dans de nombreuses actions du RIMRAP puisqu'il en est l'essence même.

CONTEXTE

Dès la définition initiale du programme, affinée grâce aux diagnostics, les actions de renforcement des acteurs ont été décidées, dans un contexte où beaucoup reste à faire dans ce domaine. Il a notamment été constaté un manque de structures d'appui-conseil, des besoins en renforcement de compétences à tous les niveaux et une très faible appropriation des textes officiels comme les Plans Nationaux de Développement, Plans de Développement Communaux (PDC) ou les différents Codes (code forestier, pastoral, de l'eau...etc).

DESCRIPTION

Dans le cadre du RIMRAP, l'appui aux acteurs a visé plusieurs cibles :

Les acteurs étatiques

Ils ont été les principaux bénéficiaires du volet renforcement institutionnel du Ministère, qui relevait essentiellement de la responsabilité de l'AECID et de la CAON (Cellule d'Appui à l'Ordonnateur National) avec un appui permanent de l'AT.

Les Mairies

En dehors du Ministère et dans la mouvance d'un processus de décentralisation en cours, les Mairies ont également été appuyées au niveau local (notamment à travers les CCC) soit parce qu'elles faisaient partie intégrante d'un consortium comme dans le Guidimakha soit parce qu'elles ont été directement associées aux différentes étapes du programme comme dans le Hodh El Chargui ou en Assaba.

Les acteurs non-étatiques

Ils ont été appuyés par les Consortiums dans les 4 wilayas de différentes façons. Les formations en technique et/ou en gestion ont concerné des groupements de producteurs, des coopératives mais aussi des agro-pasteurs directement.



COMMENT L'ACTION A-T-ELLE ÉTÉ RÉALISÉE ?

Renforcement du Ministère

Le renforcement du Ministère s'est caractérisé :

- Par une réhabilitation de ses infrastructures nationales et régionales (Délégation des 4 wilayas) à travers un appui financier direct mis en œuvre par la CAON (1M€) puis par l'AECID (0,4 M€).
- Par un équipement en moyens informatiques, aux niveaux central et régional grâce à un appui de l'AECID.
- Par un plan de formation complet défini dès la fin 2016 (AT).
- Par une formation de base en informatique (AECID).
- Par l'appui à la chaîne PPBSE essentiellement par l'AT en collaboration avec l'AECID (*cf fiche n°1.4 sur la chaîne PPBSE*).
- Par des renforcements en outils de gestion interne (AECID. Non encore publiés).
- Par une refonte de sa communication (AT), notamment pour son site internet (AECID, non encore fonctionnel).
- Par le renforcement de son dispositif institutionnel de recherche et de formation (*cf fiche n°1.3 sur la formation et la recherche*).

Renforcement des élus

Le renforcement des élus communaux ou locaux s'est traduit à travers le travail sur plusieurs outils de gouvernance :

- L'accompagnement dans la rédaction de certains PDC (Plans de Développement Communaux), notamment dans l'Assaba et dans le Hodh El Chargui mais aussi des PAP-R (Plan d'Actions Prioritaires - Résilience) qui ont été joints aux PDC existants (toutes les wilayas sont concernées), spécifiquement pour programmer des actions en directions des domaines du RIMRAP : agriculture, élevage et environnement.
- Avec la mise en place de stratégies régionales et de PAP-R régionaux notamment dans l'Assaba.
- À travers la formation et le renforcement de structures locales comme les CCC (Comités de Concertation Communales) afin de renforcer les capacités de planification du développement territorial.
- À travers, dans le Guidimakha, un travail sur les Intercommunalités (*cf fiche n°3.3 sur les initiatives de résilience*).
- Avec la mise en place des comités RRC (réduction des risques et des catastrophes) afin de gérer la prévention des crises.
- Avec le renforcement ou la mise en place d'AGLC (Associations de Gestion Locale Communautaire) destinées à optimiser la gestion des ressources naturelles.
- Avec la formation de 52 Agents de Développement Local (ADL) dans l'Assaba.

Appui aux acteurs locaux

Les acteurs locaux ont quant à eux été accompagnés de manière continue, à la fois en les associant au maximum aux outils de gouvernance que leurs élus doivent piloter mais aussi à travers des actions concrètes comme les champs écoles (Assaba), la production de semences (Guidimakha), des formations techniques et de gestion pour toute action prioritaire (maraîchage, barrage, AGR, parc à vaccination etc.).



POUR QUELS RÉSULTATS ?



D'une manière générale, les appuis décentralisés (STD ou acteurs locaux) peuvent être considérés comme tous positifs en raison d'une mise en œuvre pratique, directement en faveur des personnes ou structures concernées et suivies au quotidien à la fois par des ONG motivées et compétentes et des Services Technique Déconcentrés qui, après quelques ajustements inévitables, ont fini par s'impliquer fortement dans le programme et l'accompagner efficacement.



En revanche, de manière moins positive, on retiendra que l'AECID n'a seulement pu mobiliser, en termes d'actions concrètes, qu'environ 15% de son budget alors qu'il était le partenaire principal pour cet appui institutionnel.

- D'une part, pour des raisons administratives internes l'AECID a commencé à mettre en œuvre son programme 2 années après le démarrage du RIMRAP, ce qui a considérablement réduit son champ d'actions.
- D'autre part, le mode de gestion des fonds en "co-pilotage" avec le Ministère, dont les procédures se sont révélées souvent lourdes et longues, n'a pas permis de décaisser rapidement les fonds.

De même, il a été difficile d'impulser une dynamique d'ensemble avec un Ministère dont les directions sont fortement dispersées. Enfin, le manque de mobilisation du Ministère est exprimé, par ce dernier, en raison d'une gestion directe par la DUE et non d'une gestion déléguée au Ministère qui n'aurait eu qu'une vision parcellaire de l'ensemble des actions.



Crédit photo : Terre Nourricière/RIMRAP



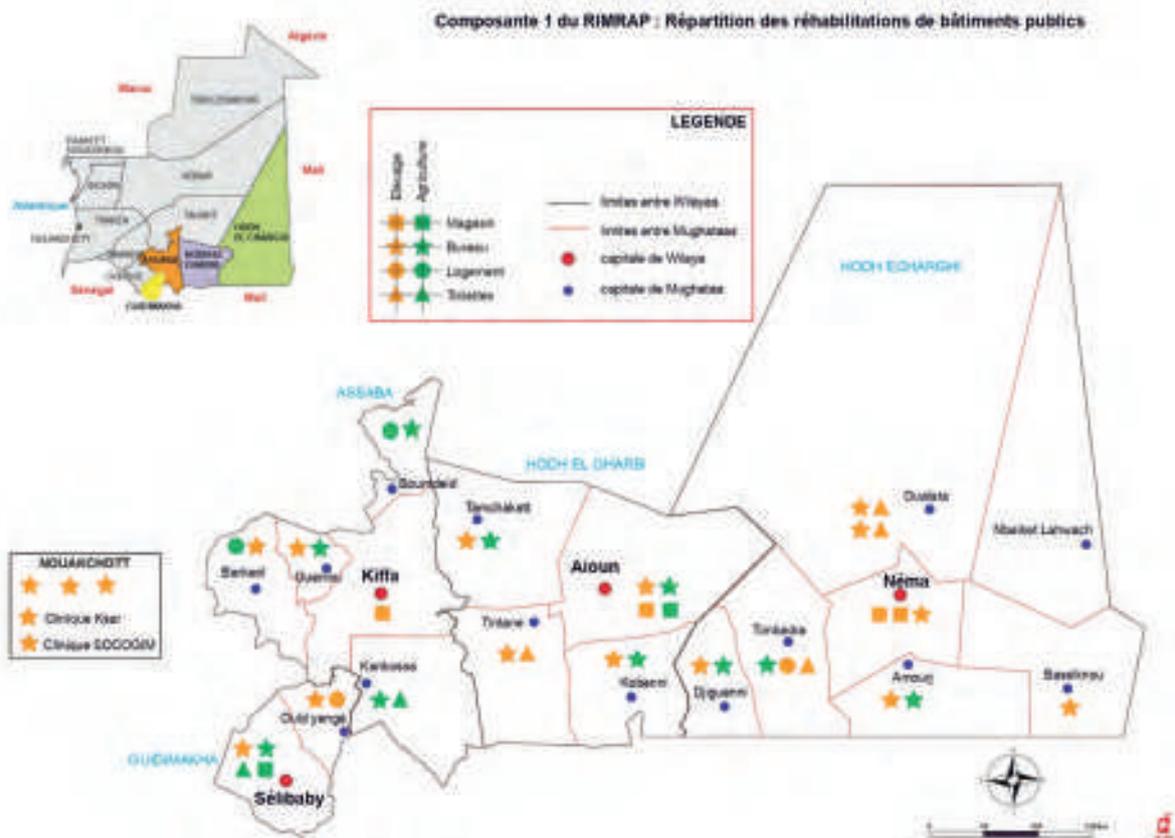
PORTÉE ET DURABILITÉ DE L'ACTION

Acteurs étatiques

L'appui au Ministère n'a pas donné tous les résultats escomptés, même si finalement, de manière cumulée, plusieurs actions ponctuelles ont été menées à bien. On pourra ainsi regretter la faiblesse d'un renforcement global. On retiendra quand même la satisfaction d'avoir pu introduire la chaîne PPBSE (cf fiche n°1.4 PPBSE). En outre, le budget non utilisé par la coopération espagnole a été en grande partie réinjecté pour élaborer un projet (COPCO) qui se prolongera jusqu'en juillet 2022, comportant une dimension de réponse à la COVID 19 mais qui pourra aussi compenser, avec un décalage dans le temps, cet appui institutionnel défaillant.

Acteurs non étatiques

Les acteurs locaux sont mieux outillés pour les exercices de planification et de développement régional. Les agropasteurs qui ont bénéficié des appuis ont été mieux armés pour améliorer la production agricole et pastorale. Les problèmes de durabilité de l'action concernant les maires sont dus aux changements électoraux possibles.



Appui en infrastructure fourni par le RIMRAP



ET SI C'ÉTAIT À REFAIRE ?

L'appui institutionnel appelle évidemment la question de la gouvernance qui amène à questionner le Ministère de tutelle qui est censé co-piloter, voire piloter toutes les questions opérationnelles et surtout institutionnelles. Un ancrage au niveau d'une direction nationale pour des programmes aussi transversaux (qui touchent donc de fait les mandats d'autres directions) n'est pas pertinente, non seulement pour une raison de visibilité et d'envergure (le RIMRAP est resté cantonné dans un « espace réduit » sans jamais pouvoir atteindre une dimension stratégique satisfaisante) mais également parce que le traitement de certaines questions institutionnelles sont insolubles à ce niveau. Un tel programme doit impérativement se situer au niveau du Secrétariat Général (SG) ou du Cabinet (avec ainsi une forte implication du Ministre). À ce moment, toutes les discussions entre Directions seront gérées par le SG ou un Conseiller et non par l'AT qui s'est retrouvée dans des situations souvent très inconfortables alors que ce n'était pas son mandat et qu'elle n'en avait de toute manière pas la légitimité. Ceci ne garantit évidemment pas un engagement total du Ministère du Développement Rural (MDR) – d'autres déterminants entrent en jeu – mais cela recentre les problèmes à gérer et place la Délégation de l'Union Européenne (DUE) dans une obligation de présence politique qu'elle n'a jamais assumée.

DIRES D'ACTEURS

“Parfois, les ministères et les institutions participent à la formulation que ce soit de projets ou de programmes. Ils disent oui mais quand on a commencé à faire les choses on découvre qu'ils ne sont pas d'accord ou ils changent d'avis. C'est bien de changer d'avis, c'est pas un problème mais je pense que si tu changes ton avis au moins tu dois proposer une alternative...”

Irene Borrego, Coordinatrice de la composante “renforcement institutionnel” du RIMRAP pour l'AECID)

“De mon point de vue, le résultat de ce renforcement c'est très très bon localement parce que si on organise une formation qui intéresse vraiment la commune par exemple, les gens vont participer. Donc il faut avoir toujours un objectif très très spécifique et qui soit tangible, concret. Autrement on risque vraiment de faire des formations qui ne donnent rien au niveau des renforcements.”

Sergio Catastini, Responsable Technique pour Terre Solidali, chef de file du consortium du Hodh El Chargui.

1.2

LA PLATEFORME DE DIALOGUE SECTORIEL SUR LE SECTEUR RURAL



Crédit photo : Sophie Nick/RIMRAP

Pas de renforcement sans dialogue : c'est en réfléchissant ensemble que les solutions émergent.

C'est pourquoi une plateforme de dialogue sectoriel concertation a été mise en place. L'objectif était bien de formuler des recommandations pour toutes les parties prenantes, notamment l'Etat et les bailleurs de fonds, afin de mettre en place des stratégies et des actions de développement les plus pertinentes possibles.



GENÈSE

Cette plateforme a mis du temps à se concrétiser pour **3** raisons majeures :

1.

L'importance de son positionnement institutionnel :

L'idée était de pouvoir créer une entité qui soit suffisamment indépendante pour ne pas dépendre d'une seule structure (Ministères, ONG, bailleur...) et être libre d'inviter tout acteur ou personne ressource intéressante. Cependant, la plateforme ne devait pas être perçue comme un « contre-pouvoir » afin, au contraire, de faire participer les cadres de l'Etat. Comme le disait un participant lors d'un atelier « il faut être suffisamment proche du soleil pour se réchauffer mais pas trop près pour ne pas se brûler ». Il semble qu'avec une tutelle relativement souple – mais réelle – du Ministère du Développement Rural, la formule choisie puisse être la meilleure possible.

2.

Éviter la confusion avec les groupes existants.

Notamment avec le groupe sectoriel Développement rural et Sécurité Alimentaire. Il existe une profusion de groupes et la plateforme devait apparaître comme spécifique et différente. De fait, son fonctionnement particulier en créant des groupes de travail temporaires, en traitant de nombreux sujets, en faisant co-piloter et/ou co-financer chacun des groupes a donné à cette plateforme une image bien particulière.

3.

Sa pérennité.

L'objectif de créer un espace de dialogue participatif et inclusif, dédié au secteur rural, est peut-être parti du RIMRAP mais il ne lui appartient pas. Il fallait ainsi trouver un support et un « administrateur » qui préservent cette souplesse, cette indépendance et cette compétence dans le secteur. Après plusieurs mois, le choix s'est porté sur l'IPAR - think tank ouest africain - qui rassemble toutes ces caractéristiques. Il lui a donc été proposé de s'approprier le dispositif et de finir par le gérer entièrement. Au terme de la phase 1, on peut considérer que l'IPAR parvient à assurer une partie de ce qui est attendu de lui. Il demeure toutefois certaines dimensions qualitatives encore perfectibles mais l'arrivée d'une volontaire de France-Volontaire en décembre, le soutien financier du RIMFIL et la poursuite du suivi par l'équipe du RIMRAP COPCO devrait achever l'autonomisation finale du dispositif.

CONTEXTE

Peu de concertation entre acteurs, un secteur rural primordial mais peu valorisé en Mauritanie, un groupe sectoriel dédié au secteur mais peu fonctionnel : tous ces constats ont conduit à la nécessité de trouver une méthode innovante pour que les différentes parties prenantes puissent se concerter sur les pistes de développement du secteur rural.



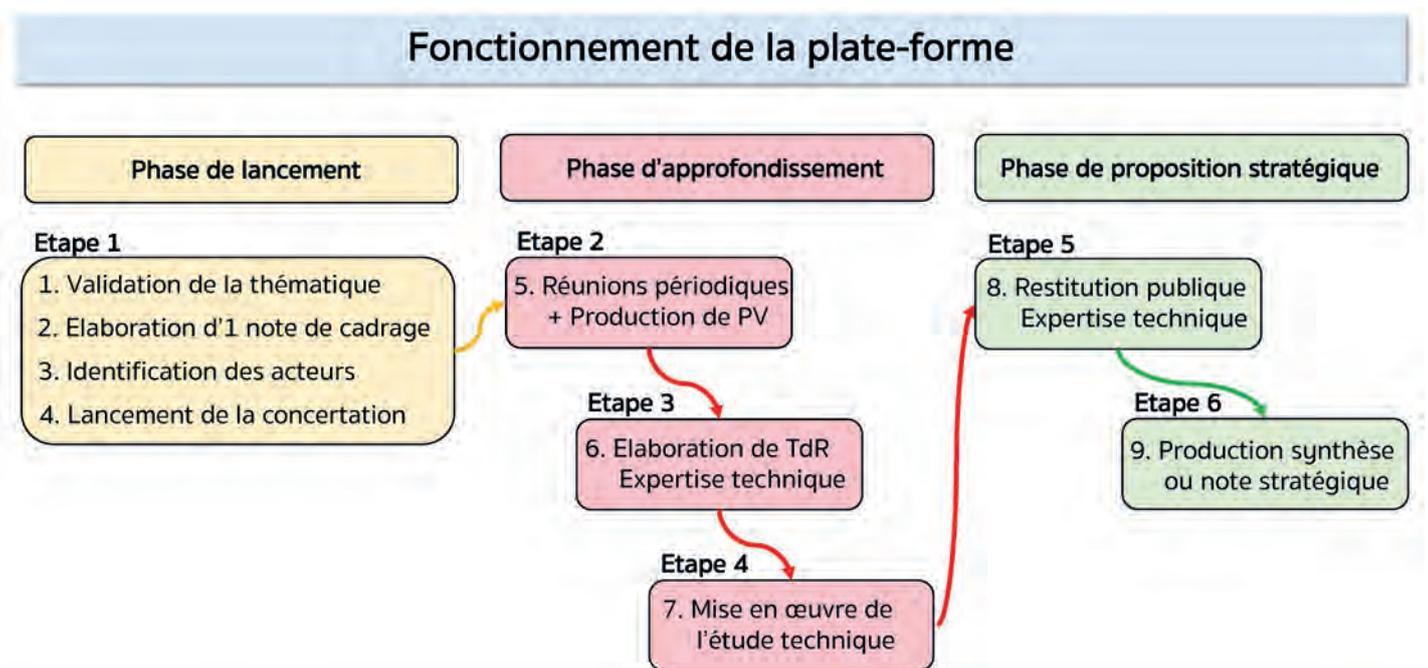
DESCRIPTION

La plateforme de dialogue sectoriel est conçue comme un dispositif souple sous forme de groupes de travail thématiques qui se réunissent régulièrement. L'animation est confiée à un gestionnaire transversal, l'IPAR, qui a déjà l'expérience de telles plateformes dans d'autres pays de la sous-région.

On peut considérer que la plateforme a vu le jour officiellement en juin 2018, lors d'un atelier de lancement qui a posé les règles de fonctionnement du dispositif et proposé un certain nombre de thèmes de travail en accord avec les priorités du pays et des acteurs dont, avant tout, le gouvernement. Par la suite, 6 groupes se sont mis en place :

- Infrastructures rurales
- Hydraulique pastorale
- Sécurité & Développement
- Lait local
- Gestion territoriale des ressources naturelles
- Conseil agricole & pastoral

Les schémas suivants exposent de manière imagée le fonctionnement de la plateforme, son insertion dans les priorités nationales et l'avancement des 6 groupes de travail à la fin du RIMRAP.

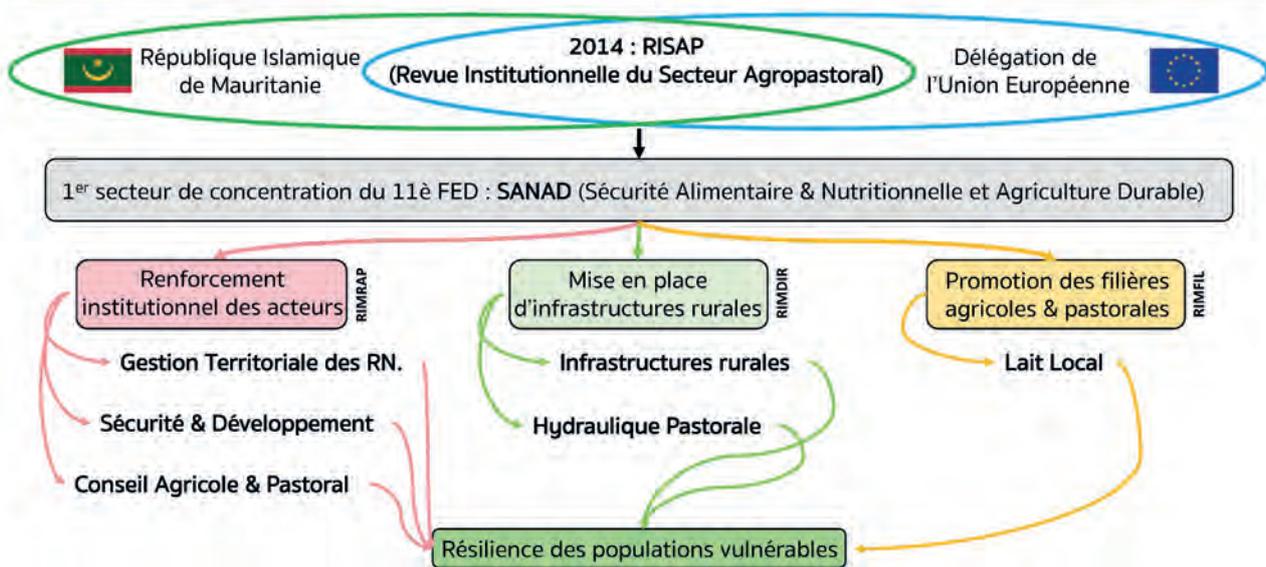




COMMENT L'ACTION A-T-ELLE ÉTÉ RÉALISÉE ?

Suite à l'atelier fondateur organisé en juin 2018, les thématiques des groupes de travail ont été identifiées et chacun d'entre eux a commencé à travailler tout en intégrant les principaux protagonistes des thématiques des groupes. Toutes les thématiques correspondent à des priorités.

L'insertion de la plate-forme dans les priorités politiques mauritaniennes



RIMRAP

L'insertion de la plate-forme dans les priorités naturelles mauritaniennes



RIMRAP

POUR QUELS RÉSULTATS ?

Les protagonistes de cette plateforme ne se sont pas contentés de discuter et produire des notes. **Ils ont aussi participé à des voyages d'études**, comme la visite de laiteries et du bureau lait au Sénégal. À noter que la plateforme physique a été doublée d'un support numérique que l'on retrouve sur : <https://rim-rural.org/>.

La principale difficulté a été d'impliquer les parties prenantes de chaque thématique pour que les résultats de chaque groupe soient suffisamment représentatifs. **Chaque thématique a été documentée par des études et les travaux, publiés sur le site, sont accessibles à tous.**

Les groupes de travail avancent à des rythmes différents mais ont tous atteint une étape importante ou finale en cette fin d'année 2020, sachant que les réflexions se poursuivront pour la plupart d'entre eux :

Le groupe **“Sécurité & développement”** se trouve en stand-by depuis plusieurs mois car il est confronté à une difficulté d'identification des interlocuteurs pertinents. Il a cependant produit un texte de départ - **“Agropastoralisme, un rempart contre le terrorisme”** - qui a été cité et repris de très nombreuses fois à travers le monde. <https://rim-rural.org/2019/09/12/agropastoralisme-un-rempart-au-terrorisme/>

Le groupe **“Lait local”** a ouvert la voie - sur le plan institutionnel - à toute une dynamique nationale qui se concrétise à travers le Programme National Lait de l'État et qui est également appuyé par le RIMFIL dont c'est l'une des filières prioritaires.

Le groupe **“Infrastructures rurales”** a produit un document final qui campe les aspects institutionnels et organisationnels de ce type de réalisations. Le RIMDIR financé par l'UE s'appuiera sur ces résultats pour les prolonger et mettre en œuvre son programme d'infrastructures rurales productives.

Les groupes **“Gestion territoriale des ressources naturelles”** et **“Conseil agricole et pastoral”** sont les derniers nés de la dynamique commune des acteurs du secteur et proposent des axes de réflexion solides qui seront également prolongés l'an prochain.

Le groupe **“Hydraulique pastorale”**, après un état des lieux complet des problématiques dans le pays, propose les bases d'une stratégie nationale qui seront probablement reprises par le RIMDIR, la Banque Mondiale et, nous l'espérons, l'État Mauritanien.

Enfin, d'autres groupes sont en gestation comme **“Financement du monde agricole”**, **“ Filières de production locales”** ou **«Ingénierie sociale»** et se développeront également l'an prochain sous l'impulsion de l'IPAR nouvellement investi de toute la responsabilité de l'animation du dispositif.

PORTÉE ET DURABILITÉ DE L'ACTION

Les recommandations qui découlent des discussions sont autant d'éléments directement utiles pour la prise de décision au plus haut niveau et sont directement utiles pour les organisations qui interviennent dans le développement rural en Mauritanie.

Conçue comme telle, la plateforme va perdurer au-delà du RIMRAP grâce à l'animation de l'IPAR qui sera soutenue par le RIMFIL et l'AMCC+ en attendant de trouver d'autres appuis.

D'autre part, la conceptualisation de cette plateforme pourrait inspirer d'autres groupes sectoriels dans d'autres pays.



ET SI C'ÉTAIT À REFAIRE ?

L'animation : première clé d'une telle plateforme

C'est pourquoi le choix de l'organisation qui va porter la plateforme est primordial. Cette dernière nécessite également d'être renforcée. **Cela implique un travail d'accompagnement, de recherche sur les thématiques et d'identification des participants pertinents pour les groupes de travail.**

Pour être suffisamment efficaces, les réunions doivent intégrer les différentes parties prenantes et il est parfois difficile de les mobiliser en même temps. Les personnes réunies pour trouver ensemble des pistes de développement pour la Mauritanie doivent travailler avec l'esprit ouvert dans une ambiance bienveillante.

La deuxième clé : le positionnement

La réflexion est loin d'être achevée mais **l'objectif est de pouvoir influencer sur des politiques nationales** et donc d'être entendu par l'État. De fait, ce dernier doit reconnaître l'utilité et la pertinence d'un tel dispositif, en étant partie prenante mais en lui laissant des degrés de liberté suffisants pour produire des idées novatrices.

DIRES D'ACTEURS

“Dans un premier temps il est lancé une réflexion, puis cette réflexion est étendue à l'ensemble des parties prenantes au sein de certains groupes thématiques. Ensuite, il y a un approfondissement de ces thèmes par l'apport de certaines expertises nationales ou internationales pour aboutir à la proposition à l'État des solutions concertées pour pouvoir justement décider des futures politiques agricoles. Pour vous dire à quel point cette plateforme est importante..Moi même, en tant que Mauritanien, en tant qu'ancien fonctionnaire de l'État, ça m'a beaucoup apporté ces échanges et cette réflexion assez poussée. Non seulement à travers les concertations, mais aussi à travers des visites d'échanges que nous avons organisées dans certains pays. Ça a permis de capitaliser certaines choses et je crois que ça aussi c'est important.”

Mokhtar Fall, Responsable des opérations de IPAR Mauritanie

Liens

Voir tous les documents qui concernent la plateforme : <https://rim-rural.org/dialogue-sectoriel-2/>

1.3

LA COMPOSANTE FORMATION ET RECHERCHE DU RIMRAP



Crédit photo : Sophie Nick/RIMRAP

Une composante entière du RIMRAP a été dédiée à la formation professionnelle ainsi qu'à la recherche appliquée. Ce volet primordial a été géré par l'agence de coopération allemande (GIZ). Tout était à construire, dans un contexte où les centres de formation et de recherche sont particulièrement dépourvus de moyens financiers mais surtout humains. Un vrai casse-tête : **comment améliorer la formation et la recherche en Mauritanie dans ce contexte d'absence de moyens ?**

Pour la formation, tout a consisté à identifier les modules de formation à mettre en place (10 en tout) et surtout former 25 formateurs qui eux-mêmes formaient des formateurs-relais qui eux-mêmes formaient des agropasteurs... Sans oublier de s'assurer de la participation des femmes dans un domaine où elles ont rarement accès à la formation.

Pour la recherche, 8 thématiques ont émergé des travaux collaboratifs menés par la GIZ.



GENÈSE

Le RIMRAP a donc consacré une composante entière à la recherche et la formation avec une volonté de renforcer les instituts de recherche et les centres de formation existants. Cette composante a été mise en œuvre par la GIZ qui a cherché à regrouper les instituts de recherche pour mutualiser les moyens et à valoriser les savoirs traditionnels.

CONTEXTE

La Revue Institutionnelle du Secteur Agro-Pastoral (RISAP) a conclu à la nécessité d'appuyer la formation professionnelle et la recherche appliquée en Mauritanie notamment pour valoriser l'agriculture pluviale et l'élevage pastoral.

Avaient également été diagnostiqués les manques de formateurs et de chercheurs, d'adéquation entre les formations et les besoins et de lien entre la recherche terrain et la formation. De surcroît, la RISAP avait noté un manque de capitalisation des outils et des supports permettant autant aux ONG qu'aux agro-pasteurs de pouvoir s'approprier certaines améliorations techniques et méthodologiques.

DESCRIPTION

La composante formation a défini une méthodologie à trois niveaux : cibler des formateurs, des formateurs relais et des agropasteurs

La composante recherche a permis d'identifier des personnes ressources (chercheurs) capables de produire des modules innovants et de les diffuser sur le terrain.

COMMENT L'ACTION A-T-ELLE ÉTÉ RÉALISÉE ?

La définition des thèmes de recherche et de formation a commencé par une rencontre avec les acteurs du milieu agro-sylvo-pastoral pour identifier des thématiques adaptées aux besoins du terrain.

La deuxième phase du travail a été consacrée à la conception, la formation et la mise en œuvre des modules définis.



POUR QUELS RÉSULTATS ?

Par rapport aux attentes initiales, la GIZ a dû revoir ses objectifs à la baisse. En effet, d'une part son activité a démarré avec 2 années de retard en raison de difficultés administratives et organisationnelles. Ensuite, elle s'est rapidement retrouvée confrontée à un manque d'interlocuteurs institutionnels tant en qualité qu'en quantité.

Finalelement, en deux ans, la GIZ a quand même réussi à produire des modules complets avec les personnes et structures ressources disponibles en partant des institutions nationales jusqu'aux agropasteurs. La crise sanitaire a cependant bloqué les phases terminales de certains modules. Enfin, l'ensemble des résultats sera mis en ligne, à la fois sur un site dédié de la GIZ et sur le site du RIM-RURAL. La phase II du RIMRAP (COPCO) approfondira l'exploitation de ces modules.

8 programmes de recherche mis en œuvre

Les thématiques de recherche reflètent les préoccupations des agropasteurs. Parmi elles :

- Production d'aliments de bétail à partir des produits locaux.
- Sélection de semences pluviales adaptées au changement climatique.
- Viabilité des structures de gestion locale des ressources naturelles «AGLC».
- Efficacité et amélioration des méthodes de lutte traditionnelle contre les ennemis des cultures.
- Toxicité de certaines plantes fourragères.
- Lutte contre les chenilles urticantes.

10 modules de formation dans le domaine agricole et pastoral

Les thématiques choisies ont porté sur :

- La protection des cultures vivrières.
- Les itinéraires techniques de sélection des semences vivrières.
- Le stockage des semences et gestion des banques semencières.
- L'aménagement de pare-feu et lutte contre feu
- La prévention et gestion de conflits agropastoraux.
- La gestion raisonnée des troupeaux.
- La gestion des structures locales.
- La lutte antiérosive.
- La transformation des produits forestiers non ligneux.
- La régénération forestière et le reboisement.





ET SI C'ÉTAIT À REFAIRE ?

La composante a dû s'adapter à la **faiblesse des moyens humains et financiers des institutions partenaires** à un tel point qu'il leur était difficile de bénéficier de l'appui car elles disposaient de **trop peu de formateurs et chercheurs à renforcer**.

Par contre, tout au long de la mise en œuvre de cette composante, il a été constaté une grande **volonté des agropasteurs pour participer aux différentes activités** mais aussi un réel engouement parmi certains chercheurs ou formateurs qui ont senti que leurs compétences pouvaient être valorisées. Leurs besoins ont été convertis en modules de formation, ces modules ont été appropriés par des formateurs et les formations ont commencé à être organisées.

En ce qui concerne la recherche, **la diffusion des innovations de terrain devrait être poursuivie**.

PORTÉE ET DURABILITÉ DE L'ACTION

L'approche formation de formateurs ayant été choisie, **25 formateurs ont été formés et une dynamique a été créée** entre les institutions au niveau central, les partenaires locaux, à savoir les ONG, les délégations régionales de l'État, les fédérations des agriculteurs et des pasteurs. Cette dynamique existait très peu avant l'intervention de la GIZ. La composante a permis de former ainsi plusieurs agents des services déconcentrés mais aussi directement les agropasteurs.

La composante recherche a **permis d'identifier des solutions innovantes de terrain** pour répondre à des problématiques des agropasteurs. Par exemple, la valorisation des produits forestiers non-ligneux ou l'amélioration des fourrages à partir de ressources locales. La composante a fait en sorte de les identifier, de les valider scientifiquement au niveau de nos partenaires, puis, après, de les vulgariser à l'ensemble des wilayas.

Les modules de formation et thèmes de recherche définis, il est possible de les intégrer dans les programmes des institutions partenaires. Ce temps d'intégration devra être appuyé par d'autres programmes de développement rural.

DIRES D'ACTEURS

“ Nous avons débuté par une situation qui était au début très compliquée avec des partenaires qui n'avaient pas cette capacité d'intervention requise avec très peu de compétences. Et ensemble, nous avons décidé, même s'il y avait un manque au niveau compétences, de continuer ce travail et d'accompagner l'ensemble des partenaires pour la mise en œuvre de nos activités terrain. Le résultat, c'est des programmes de recherche et de formation avec des résultats probants répondant aux problématiques des agro pasteurs.”

Anouar Gazoulit, chef d'équipe de l'Assistance technique de la composante recherche-formation (GIZ)

Liens

Présentation de la composante recherche/formation : <https://www.youtube.com/watch?v=EmqsQUCrYGk>

1.4

OPÉRATIONNALISATION DE LA CHAÎNE PPBSE DANS LE SECTEUR DU DÉVELOPPEMENT RURAL



Crédit photo : Sophie Nick/RIMRAP

Si un thème de travail devait être considéré comme principal, celui du PPBSE (Planification, Programmation, Budgétisation, Suivi, Évaluation) tiendrait la première place. En effet, à partir d'une programmation opérationnelle et budgétaire maîtrisée, réaliste et conforme aux besoins identifiés par l'ensemble des acteurs, le Ministère posséderait une assise et une vision de son action exemplaire. Pour cette raison, un résultat spécifique de l'Assistance Technique (AT) a été dimensionné pour soutenir cet axe de travail dans un contexte de nouvelle loi de finances en perspective.



GENÈSE

L'opérationnalisation de la chaîne PPBSE dans le cadre du programme a été le fruit des échanges avec le Ministère du Développement Rural et le Ministère du Budget dans le but d'appuyer l'élaboration du budget et les plans d'investissements du secteur rural.

CONTEXTE

L'adoption du schéma directeur de réforme du système de gestion des finances publiques et le passage de l'approche " budget-moyen" à l'approche " budget-programme" ont conduit le Ministère du Développement Rural à s'engager dans la démarche de la chaîne PPBSE. Cette nouvelle approche permet de renforcer la bonne gouvernance et l'efficacité des dépenses publiques. C'était une recommandation de la Revue Institutionnelle du Secteur Agro-Pastoral (RISAP) qui avait diagnostiqué une faible capacité en la matière.

DESCRIPTION

Pour appuyer l'opérationnalisation de la chaîne PPBSE, une feuille de route a été produite en collaboration avec la Direction du Budget (Ministère de l'Économie et des Finances). L'objectif poursuivi étant d'accompagner le passage à une gestion budgétaire axée sur les résultats.

La réussite de la mise en œuvre de la chaîne PPBSE suppose l'implication de tous les services du Ministère aux différents niveaux (central et déconcentré) pour une meilleure prise en compte des spécificités des régions.





COMMENT L'ACTION A-T-ELLE ÉTÉ RÉALISÉE ?

2018

Une première mission de cadrage a été réalisée en avril 2018 par un consultant international (M.Ponty) avec la mise en place d'un guide et d'une feuille de route pour les deux ministères à l'époque (Élevage et Agriculture).

2019

L'intervention de M. Ponty a été poursuivie par Mme Kadri en janvier 2019, avec la mise à jour de la feuille de route suite à la fusion des deux ministères en un Ministère du Développement Rural) et l'organisation d'un atelier de formation sur la chaîne PPBSE. A noter que les Ministères de l'Élevage et de l'Agriculture ont été cités en exemple comme étant à la pointe du progrès dans ce domaine.

La démarche initiée par l'Assistance Technique (AT) avec la mobilisation de deux expertises internationales devait être poursuivie et financée en collaboration avec la coopération espagnole (chargée de la composante 2) qui n'a finalement pas réussi à s'engager de manière assez conséquente. De telle sorte qu'à la suite des deux précédentes missions, seule une formation GAR (Gestion Axée sur les Résultats), élément essentiel de la feuille de route, a pu être réalisée en mars 2019 (collaboration AT et AECID).

2020

L'AECID a toutefois mobilisé une mission pour l'élaboration du Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) du Ministère avec des ateliers décentralisés. Puis, en octobre 2020, l'AT RIMRAP a organisé une deuxième formation sur la GAR et une autre sur la maturation des projets destinées aux cadres et agents du Ministère du Développement Rural.

POUR QUELS RÉSULTATS ?

Une soixantaine de cadres et agents du MDR ont été formés avec une forte implication des Services Techniques Déconcentrés (STD) en prenant en compte les programmations spécifiques des délégations régionales avec, comme résultat, la production d'une feuille de route.

L'élément le plus négatif est l'impossibilité d'avoir pu dérouler toutes les activités prévues dans la feuille de route. Par exemple, celles relatives aux formations sur les outils de planification territoriale, à l'écriture de l'outil CDMT et à la mise en place d'outils de suivi-évaluation n'ont pas été organisées par l'AECID comme c'était prévu alors que c'est le dernier maillon de la chaîne PPBSE. Enfin, fort est de constater que la partie suivi-évaluation est souvent le point faible des services des Ministères.





ET SI C'ÉTAIT À REFAIRE ?

Les difficultés d'implication du Ministère et de coordination entre l'Assistance Technique, l'AECID et le MDR ont considérablement ralenti la bonne marche de l'appui à l'opérationnalisation de la chaîne PPBSE. **Un partenariat motivé aurait donné des résultats plus probants.** Toutefois, les difficultés observées l'ont été plutôt au niveau central car les Délégations régionales sont satisfaites de leur implication.

Pour mener à bien cet appui, il serait nécessaire de promulguer les décrets d'application de la Loi Organique relative aux Lois de Finances (LOLF) adoptée en 2018.

PORTÉE ET DURABILITÉ DE L'ACTION

Les recommandations qui découlent des discussions sont autant d'éléments directement utiles pour la prise de décision au plus haut niveau et sont directement opérationnelles pour les organisations qui interviennent dans le développement rural en Mauritanie.

Conçue comme telle, **la plateforme va perdurer au-delà du RIMRAP grâce à l'animation de l'IPAR** qui sera soutenue par le RIMFIL et l'AMCC+ en attendant de trouver d'autres appuis.

D'autre part, la conceptualisation de cette plateforme pourrait inspirer d'autres groupes sectoriels dans d'autres pays.

DIRES D'ACTEURS

“Il ne faut pas identifier des actions sans pour autant connaître l'objectif de ces actions. Qu'est ce que ça va nous amener? Qu'est ce que ça va donner? Les activités identifiées à la base vont évoluer petit à petit, jusqu'à constituer la base d'une budgétisation pluriannuelle.”

Abdallahi Zeyad, Directeur de la DSCSE, Ministère du Développement Rural

“La partie suivi-évaluation est généralement le parent pauvre ou les deux parents pauvres de tous ces documents stratégiques qu'on met en place. L'idée de la chaîne PPBSE c'est d'avoir une approche qui va permettre de relier tous les acteurs selon une approche ascendante du bas vers le haut avec une forte implication de tous les acteurs, aussi bien aux niveaux central que déconcentré. Et ça, c'est un élément essentiel.”

Hamzate Kane, Expert Principal et Suivi & Évaluation, Assistance technique du RIMRAP

Capitalisation du RIMRAP

Axe 2

Gouvernance
des ressources
locales

2.1

LES DIAGNOSTICS DU SECTEUR RURAL



Crédit photo : En Haut/RIMRAP

Une fois la phase de contractualisation terminée, les consortiums d'ONG, dans les 4 wilayas, se sont lancés dans une phase préalable de diagnostic très ambitieuse qui a mobilisé les équipes pendant plus d'un an. Pour des ONG souvent plus habituées à l'action humanitaire qu'à la planification d'actions de développement, c'était un exercice assez nouveau pour la plupart. Il a fallu mettre au point les méthodologies et enquêter dans des zones très peu étudiées jusqu'à présent.



GENÈSE

Chaque consortium avait déjà prédéfini une méthodologie d'étude, chacune tenant compte des spécificités de sa zone d'intervention. Cependant, à l'initiative de l'Assistance Technique, **des ateliers d'harmonisation ont été organisés** dans le but de faciliter l'analyse transversale et la recherche de données communes. Ces ateliers visaient également les échanges d'expériences entre opérateurs. Quelque soit la méthode il était prévu **d'impliquer les personnes concernées localement**, à savoir les Services Techniques Déconcentrés, les élus, les organisations de producteurs, etc... C'est pourquoi la phase d'enquête a été précédée d'un lancement officiel des diagnostics dans chaque région.

CONTEXTE

Quand il s'agit de planifier des actions de développement dans le secteur rural, les orientations viennent souvent de Nouakchott. Il existait peu de planification des projets du secteur rural sur le terrain à l'échelle régionale. Afin que ces actions correspondent réellement à des besoins identifiés, il était important d'avoir une meilleure connaissance du contexte agricole et pastoral régional. D'autre part, la deuxième phase du travail des ONG, la définition et la planification des actions prioritaires, devait se faire sur la base des diagnostics. Ensuite, cette phase d'étude devait également bénéficier aux 2 autres programmes de la SANAD, le RIMDIR et le RIMFIL.

DESCRIPTION

Pendant plus d'une année, les ONG ont passé un temps important à produire des documents résumant les contraintes et les potentialités du secteur rural au sens large dans leur wilaya d'implantation.

Il n'a pas été facile de faire travailler dans le même sens près d'une vingtaine d'ONG dans 4 régions. Chaque consortium a déployé sa propre méthodologie avec des résultats très diversifiés (cf tableau ci dessous). L'Assistance Technique du RIMRAP a œuvré pour que les méthodes soient harmonisées mais la tâche n'a pas été simple car des implications budgétaires n'avaient pas été prises en compte.

Le Guidimakha a eu une approche par bassin versant, le Hodh el Chargui a eu une approche par commune et le Hodh El Gharbi et l'Assaba ont eu une approche thématique.



Crédit photo : En Haut/RIMRAP



COMMENT L'ACTION A-T-ELLE ÉTÉ RÉALISÉE ?

La réalisation des diagnostics a nécessité des enquêtes de terrain qui se sont étalées sur plus d'une année. Les outils de collecte étaient des questionnaires individuels et collectifs et des interviews dans des villages ou auprès de ménages. Ils ont été complétés par des enquêtes plus globales réalisées par des consultants spécialisés. Une masse d'informations très importante a été récoltée (270 villages enquêtés dans le Hodh el Chargui, plus de 4200 ménages interrogés dans le Guidimakha etc..)

	Objectif	Echelle (s)	Thèmes	Timing	Processus (ordonné)	Résultat
ACORD HEG	<ul style="list-style-type: none"> Vision/situation territoire Perspectives développement Aperçu de la situation du territoire du point de vue agro pastoral et les perspectives de son développement à travers le RIMRAP 	<ul style="list-style-type: none"> Région Commune Local 	<ul style="list-style-type: none"> Conflits & milieu naturel <ul style="list-style-type: none"> Ressources animales Ressources végétales Eaux & sols Acteurs (dynamiques) Territoires Activité socio-eco (filières) Infras socio-eco 	<ul style="list-style-type: none"> 08 à 09 mois / avec un période de formation des acteurs et enquêteurs. Et un temps important de transmettre des outils au STD. 	<ol style="list-style-type: none"> Campagne communication autour de l'activité Elaboration TdR avec STD (avec identification des besoins de formation des acteurs locaux et des équipes sur place) Revue documentaire Rencontres thématiques Questionnaires thématiques Restitution - Validation "acteurs concernés" Liste acteurs pour formation questionnaire Faire un état des lieux des PDC existants et leurs mises à jour éventuelles par rapport aux questions agro pastorales Identification de besoins de formation complémentaires 	<ul style="list-style-type: none"> Rapport diagnostic Document de capitalisation Base des données des acteurs locaux/AGLC Repertoire des infrastructures rurales Rapport / zone d'intervention communale Fiche de communication autour des actions du projet rapport de diagnostic, PDC revu par commune
GRDR Guidi	<ul style="list-style-type: none"> Connaissance facteurs vulnérabilité impactant sur la résilience Base de travail PAPR et PPRU Etablissement situation référence 	<ul style="list-style-type: none"> Bassins versants (4) Agrégation Régionale Déclinaison Communale 	<ul style="list-style-type: none"> Données géographiques et statistiques Mesures socio-politiques en matière de sécurité alimentaire Changement climatique et résilience Situation socio-économique et mode de vie des ménages Chocs passés et leur impact Conflits liés à la GRN Identification d'initiatives probantes Communication 	jan. - sept. 2017	<ol style="list-style-type: none"> Collecte info II + Etudes préliminaires (stats, historique, témoignages) Enquêtes ménages (Qté = 4200 + qualité) Focus groups (choc alim + sites pilotes) Enquêtes complémentaires & spécifiques Rédaction des diagnostics Restitution des diagnostics Elaboration des outils de capitalisation 	<ul style="list-style-type: none"> 1 rapport de diagnostic par BV Atlas Repertoire initiatives probantes Repertoire conflits GRN
TS HEC	<ul style="list-style-type: none"> Etat lieux Collecter les indicateurs départ et création d'une ligne de base Leviers participation femmes Base création PPR (action prioritaire) pour integration dans les PDC Base création SAP 	<ul style="list-style-type: none"> Commune Bassins versants & Intercommunalité Wilaya 	<ul style="list-style-type: none"> Renforcement de capacité Ressources naturelles Agriculture et élevage Filières économiques porteuses Ressources en eau Resilience en relation à la Salim Météo/Climat Genre Conflits Crises et urgences 	10 mois (01-10 2017)	<ul style="list-style-type: none"> Phase 1: analyse de la revue documentaire et focus groupe avec STD Wilaya et Moughataa Phase 2: focus groupe et entretiens à niveau de la Commune Phase 3: focus groupe et entretien à niveau des villages Phase 4: observations de terrain, validation des donnés et restitution aux focus groupe Phase 5 : Redaction du diagnostic 	<ul style="list-style-type: none"> Ligne de base Manuel technique pour mise en place des PPR Rédaction des PDC avec intégration des PPR Cartographie (Atlas socio-foncier) SAP (Système alerte précoce)
WVI Assaba	<ul style="list-style-type: none"> Etablissement d'une référence Base pour plan d'actions 	<ul style="list-style-type: none"> Communes (PDC) 05 Moughataa Wilaya 	<ul style="list-style-type: none"> Développement Local Gestion des ressources nat. Filières porteuses Réduction Risques et Cata 	6 mois	<ol style="list-style-type: none"> Etablissement d'une méthodologie à valider Etablir des "situations" de référence x 4 (?) <ol style="list-style-type: none"> GRN : répertoire + liste acteurs + outils diag Formation acteurs outils diag Pré-diagnostics filières géo-ciblées à reproduire 	<ul style="list-style-type: none"> Rapport de diagnostic Atlas socio-foncier Piste d'orientation sur la conception des PAP-R Identification et cartographie des RN existantes Repertoire des facteurs de risque de vulnérabilité pour chaque ressource nat Repertoire des filières porteuses Matrice de sensibilité aux risques climatiques

Diversité des méthodologies des diagnostics





POUR QUELS RÉSULTATS ?

Production de documents à partir des données collectées

Les diagnostics ont permis de récolter un nombre très important de données réunies en plusieurs documents (cf liens en fin de fiche) :

- **Guidimakha** : Un atlas récapitulatif sur la sécurité alimentaire et la résilience et des diagnostics par bassin versant.
- **Assaba** : 4 documents thématiques + 1 atlas.
- **Hodh el Gharbi** : 5 documents thématiques + 1 atlas.
- **Hodh el Chargui** : 1 document global + 1 atlas cartographique.

Des méthodologies disparates

Une synthèse de tous ces diagnostics a été réalisée par l'IRAM mais il a été difficile de faire des analyses transversales étant donné la disparité des méthodologies.

Il aurait été plus facile d'avoir une seule méthodologie permettant aussi des comparaisons régionales, avec des objectifs opérationnels mieux définis à la base. L'harmonisation des méthodologies n'a pas été possible car chaque consortium avait présenté son programme à l'Union européenne lors de la signature des contrats et que l'Assistance Technique avait davantage un rôle de conseil que de coordination.

Manque d'implication des services de l'État

Autre lacune de ces diagnostics : il n'a pas été possible d'impliquer fortement les services déconcentrés de l'État car il n'était pas prévu de "participation" financière puisque cette dernière correspondait à la contrepartie de l'État... qui n'a jamais été assurée.





ET SI C'ÉTAIT À REFAIRE ?

Si c'était à refaire, **il faudrait sans nul doute harmoniser les méthodologies et mieux exploiter les données récoltées** (la masse d'informations n'a pas été suffisamment mise en valeur en raison d'un manque de compétence chez les ONG - l'analyse des données est un métier difficile - et simplement de temps).

Une **meilleure définition des objectifs** aurait permis des diagnostics plus opérationnels. Il aurait aussi fallu trouver un moyen d'**impliquer davantage les Services techniques déconcentrés**.

PORTÉE ET DURABILITÉ DE L'ACTION

Ces études ont permis de préparer toutes les interventions du programme RIMRAP notamment pour définir les priorités dans l'agriculture, l'élevage et la gestion des ressources naturelles. Elles ont permis également d'orienter les actions prioritaires. C'est une matière précieuse pour les intervenants du développement du secteur rural mais qui n'était pas assez précise pour les programmes RMDIR et RIMFIL.

Elles se sont révélées assez peu opérationnelles pour d'autres programmes malgré les informations intéressantes qu'elles donnent et qui ont été traduites, pour une partie, sous forme d'atlas.

Ces exercices ont été formateurs pour les équipes d'ONG qui étaient peu habituées à ce genre d'exercice sur le long terme.

Ces documents devront être actualisés dans environ 5 ans pour continuer à être utiles.

DIRES D'ACTEURS

“Ce sont des ONG qui sont essentiellement urgentistes dans leur pratique en Mauritanie. ...Elles distribuent de la nourriture et du cash. Donc quand on arrive à un exercice de conceptualisation où il faut prendre un recul certain par rapport à une région et avoir une vision prospective sur plusieurs années, c'est un exercice qui demande une mobilisation de compétences inhabituelle que les ONG n'ont pas eu l'habitude de pratiquer. C'est compliqué mais formateur.”

Franck Müller, Chef de Mission de l'Assistance Technique du RIMRAP

“Les diagnostics sont la base de notre travail. À partir des diagnostics on a identifié toutes les actions, donc on a analysé les besoins de la population. On posait beaucoup de questions et on croisait quand même les réponses parce que, selon mon expérience, il y a toujours des problèmes. Si tu poses une question au maire et si tu poses la même question aux femmes, elles te disent autre chose donc le fait d'avoir croisé toutes les réponses données par les différents groupes nous a donné la possibilité de faire une très bonne analyse.”

Sergio Catastini, Responsable Technique Terre Solidali, chef de file du consortium Hodh El Chargui



Liens des documents de diagnostic

GUIDIMAKHA :

Terroir de Sagne Diery <https://rim-rural.org/2020/06/02/grdr-diagnostic-prospectif-de-terroir-sagne-diery-guidimakha/>

Terroir de Hassi Cheggar <https://rim-rural.org/2020/06/02/grdr-diagnostic-prospectif-de-terroir-hassi-cheggar-guidimakha/>

Terroir de Garfa <https://rim-rural.org/2020/06/02/grdr-diagnostic-prospectif-de-terroir-garfa-jullany-et-garfa-peul-guidimakha/>

Vulnérabilité et sécurité alimentaire <https://rim-rural.org/2019/08/18/identification-des-determinants-de-la-vulnerabilite-alimentaire-des-menages-agropasteurs-et-de-leur-relation-avec-les-activites-agro-pastorales-dans-le-guidimakha/>

ASSABA :

Développement local <https://rim-rural.org/2019/08/20/diagnostic-sur-le-developpement-local-en-assaba/>

Synthèse des Diagnostics <https://rim-rural.org/2019/08/18/synthese-globale-des-diagnostics-de-lassaba/>

HODH EL GHARBI :

Mécanisme de gouvernance des ressources agro pastorales <https://rim-rural.org/2019/08/18/conflits-associes-aux-ressources-naturelles-au-hodh-el-gharbi/>

Mécanismes des territoires, acteurs et ressources <https://rim-rural.org/2019/02/04/conflits-associes-aux-ressources-naturelles-au-hodh-el-gharbi-2-2-2-2/>

Diagnostic sur les filières agro-pastorales <https://rim-rural.org/2019/08/18/conflits-associes-aux-ressources-naturelles-au-hodh-el-gharbi-3/>

Diagnostic des conflits associés aux ressources naturelles <https://rim-rural.org/2019/08/18/conflits-associes-aux-ressources-naturelles-au-hodh-el-gharbi-2/>

Diagnostic des PDC du HEG <https://rim-rural.org/2019/08/17/conflits-associes-aux-ressources-naturelles-au-hodh-el-gharbi-2-2/>

Diagnostic de la Sécurité Alimentaire dans le HEG <https://rim-rural.org/2019/08/17/conflits-associes-aux-ressources-naturelles-au-hodh-el-gharbi-2-2-2-2/>

Synthèse des diagnostics de la région du HEG <https://rim-rural.org/2019/08/17/conflits-associes-aux-ressources-naturelles-au-hodh-el-gharbi-2-2-2-2/>

HODH ECHARGUI

Atlas Cartographique du HEC <https://rim-rural.org/2019/08/18/atlas-cartographique-de-la-region-de-hodh-el-chargui/>

Diagnostic Régional du HEC <https://rim-rural.org/2019/08/18/reduction-de-la-vulnerabilite-agro-pastorale-et-amelioration-de-la-resilience-dans-le-hec/>

GLOBAL

Valorisation de l'ensemble des diagnostics de la zone RIMRAP (4 wilayas) <https://rim-rural.org/2019/08/10/valorisation-des-diagnostics-regionaux-du-rimrap/>

Diagnostic des besoins en recherche et formation <https://rim-rural.org/2019/04/07/diagnostic-des-besoins-en-termes-de-formation-de-recherche-et-de-renforcement-des-capacites-des-institutions/>

2.2

ACTIONS PRIORITAIRES : LES RÉALISATIONS “EN DUR”



Crédit photo : Terre Solidali/RIMRAP

Dans le cadre des actions prioritaires (AP) du RIMRAP, 170 réalisations pour un montant de près de 1,6M€ (plus de 71.000.000 MRU) ont pu aboutir pour développer l’agriculture pluviale et l’élevage pastoral ou protéger l’environnement. Ces actions ont pu être “hard” comme la construction de petits barrages ou des parcs à vaccination et d’autres “soft” comme le renforcement des Cadres de Concertation Communaux (CCC), la formation de comités de gestion ou le développement de champs-écoles.

Les Services Techniques Déconcentrés (STD) ont pu être impliqués car des moyens ont été trouvés pour les prendre en charge.

Le succès de ces réalisations repose sur le fait qu’elles apportent une réponse aux besoins des populations (les diagnostics ont été utiles pour cela). Ces dernières ont été impliquées dans leur réalisation, un gage de pérennité.

Tous les acteurs s’accordent à dire que ces réalisations ont donné satisfaction.



GENÈSE

Les diagnostics ont permis de définir des axes prioritaires en utilisant notamment les Plans de Développement Communaux (PDC) existants comme base de décisions. Des “Plans d’Actions Prioritaires - Résilience”, ajoutés aux PDC ont aussi spécifiquement été élaborés par les consortiums pour définir les actions à mener. Dans le processus, les demandes identifiées sur le terrain et formulées par les consortiums ont été validées lors des Comités de Suivi Opérationnel (CSO) du RIMRAP qui se réunissaient tous les 2 mois ainsi que par les Comités Régionaux de Développement (CRD).

Pour chaque action, des fiches-projets ont été rédigées en collaboration avec l’Assistance Technique.

CONTEXTE

Les consortiums avaient, dans le cadre du RIMRAP, la possibilité de mener des actions prioritaires et des actions d’urgence avec des budgets dédiés. Cette phase de réalisation du programme est intervenue après les diagnostics, ce qui s’avérait indispensable car les communautés avaient vu pendant plus d’un an des enquêteurs défiler sur leur territoire et se demandaient si les réponses données allaient aboutir à des actions concrètes.

Les diagnostics avaient permis de définir comment utiliser ces fonds de la manière la plus pertinente possible pour combler certains besoins en formation et en construction ou réhabilitation de petites infrastructures. Rappelons toutefois que l’objectif du RIMRAP était avant tout le renforcement institutionnel et que les enveloppes prévues pour les actions prioritaires étaient assez modestes et devaient surtout permettre d’amorcer des dynamiques que le RIMDIR ou le RIMFIL reprendraient, soit en les reproduisant, soit en les mettant à l’échelle.

DESCRIPTION

Les actions éligibles étaient de natures très différentes mais devaient forcément relever du développement agricole, de l’élevage, préserver l’environnement et les ressources naturelles et, dans tous les cas, contribuer à renforcer la résilience des populations.

Chaque action a suivi un processus en 4 étapes : identification, dimensionnement, réalisation/suivi et réception.



Crédit photo : En Haut/RIMRAP



COMMENT L'ACTION A-T-ELLE ÉTÉ RÉALISÉE ?

Pour ces actions prioritaires et ces actions d'urgence, il a été possible de mobiliser les Services Techniques Déconcentrés (STD) à chaque étape grâce à un guide produit par l'Assistance Technique. **Toutes les actions ont été mises en œuvre directement par les ONG**, parfois accompagnées par des entreprises contractées à cet effet.

POUR QUELS RÉSULTATS ?



170 actions prioritaires ont été réalisées (actions « hard » et « soft » confondues) pour un total de 1,6 M€ dans les 4 régions. Elles ont donné très majoritairement satisfaction et on peut dire que **c'est une des grandes réussites du RIMRAP**. Ces actions prioritaires ont eu un impact certain au niveau local sur **l'amélioration de la sécurité alimentaire et le renforcement de la résilience des populations**.



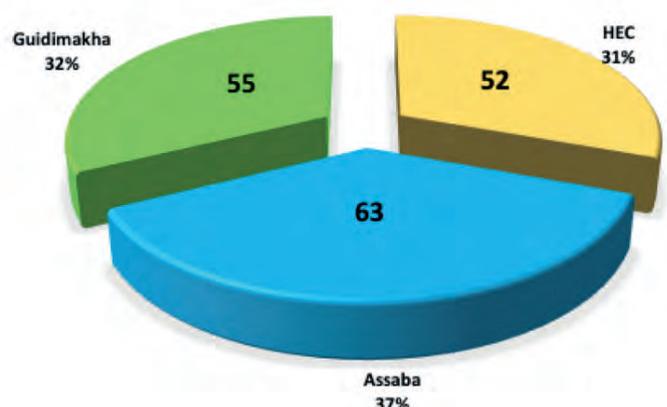
Le risque d'échec repose sur une **insuffisance d'ingénierie sociale et une faible implication des bénéficiaires** qui ont parfois été réduites puisque les AP ont été mises en œuvre durant les 2 dernières années du programme et que pour certaines d'entre elles - les plus lourdes - **l'accompagnement nécessite un délai assez long**. Cependant, la présence permanente des ONG sur place a fortement limité cet écueil.

Un autre point légèrement négatif est lié au fait que le RIMRAP, comme nombre de programmes de l'UE, n'a pas été réellement "intégré" au dispositif de l'État. De fait, ses **réalisations ne sont pas suffisamment connues au niveau central** alors qu'elles répondent clairement à des priorités gouvernementales et présidentielles.

En bref

Alors que le RIMRAP était avant tout un programme d'appui institutionnel, **la part des actions de terrain ont pris une place peut être « trop » importante**. Toutefois, compte tenu des difficultés à mettre en œuvre cette partie institutionnelle, ceci a permis d'illustrer le fonctionnement du programme en bonne intelligence avec les autorités locales. Les actions prioritaires (AP) ont découlé directement des diagnostics et de certains outils de gouvernance (PDC, PAP-R) et ont couvert des champs très variés : parcs de vaccination, cordons pierreux, diguettes, etc...

RIMRAP : ACTIONS PRIORITAIRES (170)





GUIDIMAKHA

RIMRAP

GUIDIMAKHA

Chiffres clés :

55 actions prioritaires
budget : 616 185 €

54 actions d'urgence
budget : 396 012 €

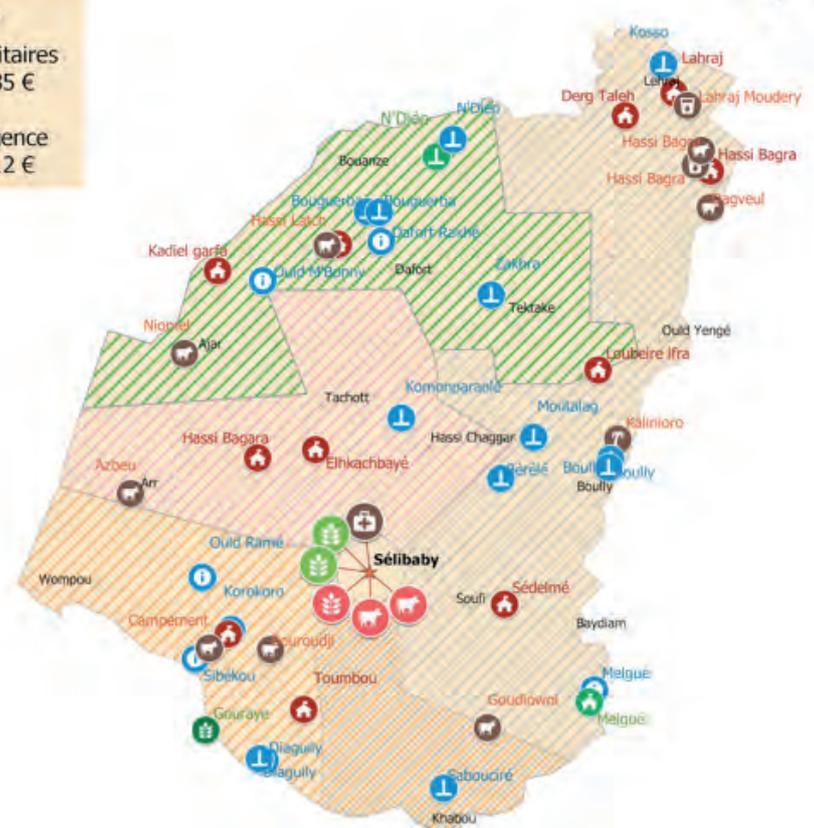
- ★ Capitale régionale
- Chef-lieu de commune

Actions prioritaires :

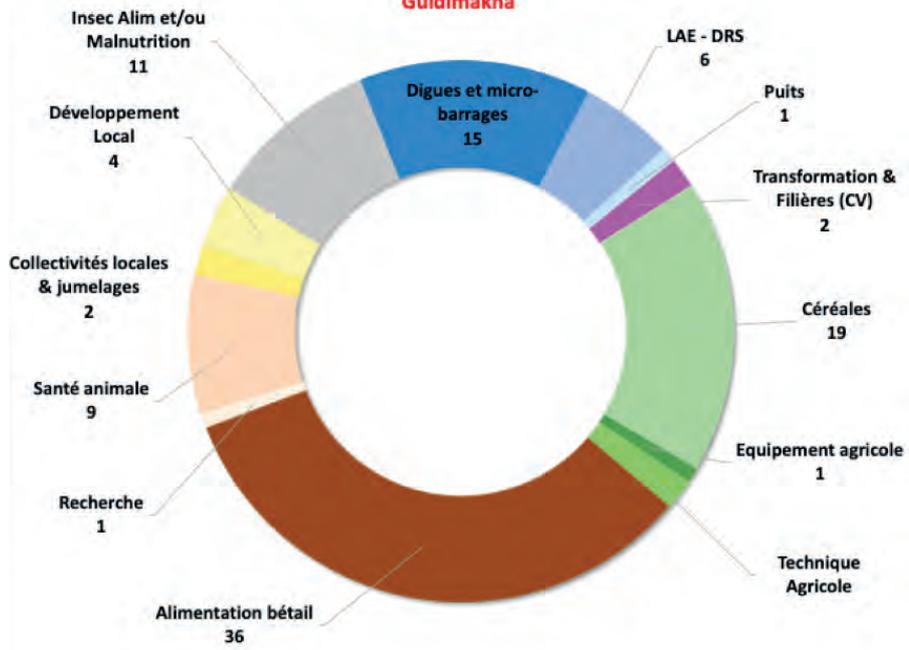
- 🏠 SACS
- ⬇️ Ouvrage AES
- 📄 Etude AES
- 🕒 Puits
- 🌱 Banque de semences paysannes
- ⬇️ Sécurisation des cultures
- 🌾 Foire des semences paysannes
- 🐾 Parc de vaccination
- 🏠 Mini-laiterie
- 🐄 Doum pour aliment bétail
- 🏠 Recyclage auxiliaires vétérinaires (18 communes)
- 🌱 Formation paysans cultures de diéri et zai (18 communes)
- 🌐 Intercommunalité et prospective territoriale (Karakoro)
- 🌐 Intercommunalité et prospective territoriale (Fleuve Sénégal)
- 🌐 Prospective territoriale (Niordel)
- 🌐 Prospective territoriale (Garfa)

Actions d'urgence :

- 🐄 Distribution aliment bétail (18 communes)
- 🌱 Distribution semences (18 communes)



Nombre d'actions par thématique
Guidimakha





ASSABA

RIMRAP ASSABA

Actions prioritaires :

- ★ Capitale régionale
- ⬇️ Ouvrage AES
- ⓘ Etude AES
- ⬆️ AGLC
- 🌱 Champs école diéri
- 🌱 Champs école maraichage
- 🌱 Champs école pastoral
- 🐄 Foire agropastorale
- 🌱 Périmètre maraicher
- 🏠 Parc de vaccination
- 🚧 Autres infrastructures (aire d'abattage et rampe d'embarquement)

Actions d'urgence :

- 🏠 Vaccins
- 🐄 Distribution aliment bétail Assaba (26 communes)
- 🌱 Distribution semences diéri Assaba (26 communes)
- 🌱 Distribution semences maraichage Assaba (26 communes)

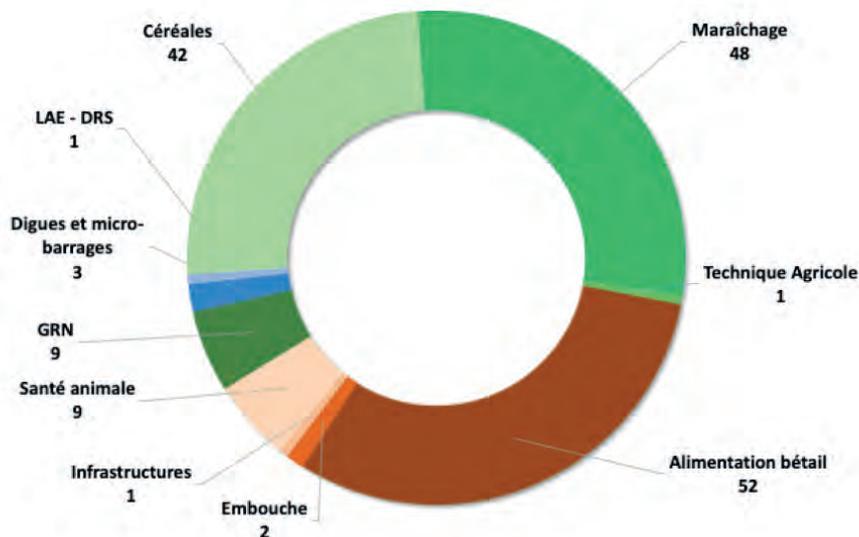
Chiffres clés :

63 actions prioritaires
budget : 370 744 €

105 actions d'urgence
budget : 289 183 €



Nombre d'actions par thématique
Assaba





HODH EL CHARGUI

RIMRAP

HODH EL CHARGUI

Chiffres clés :

52 actions prioritaires
budget : 581 293 €

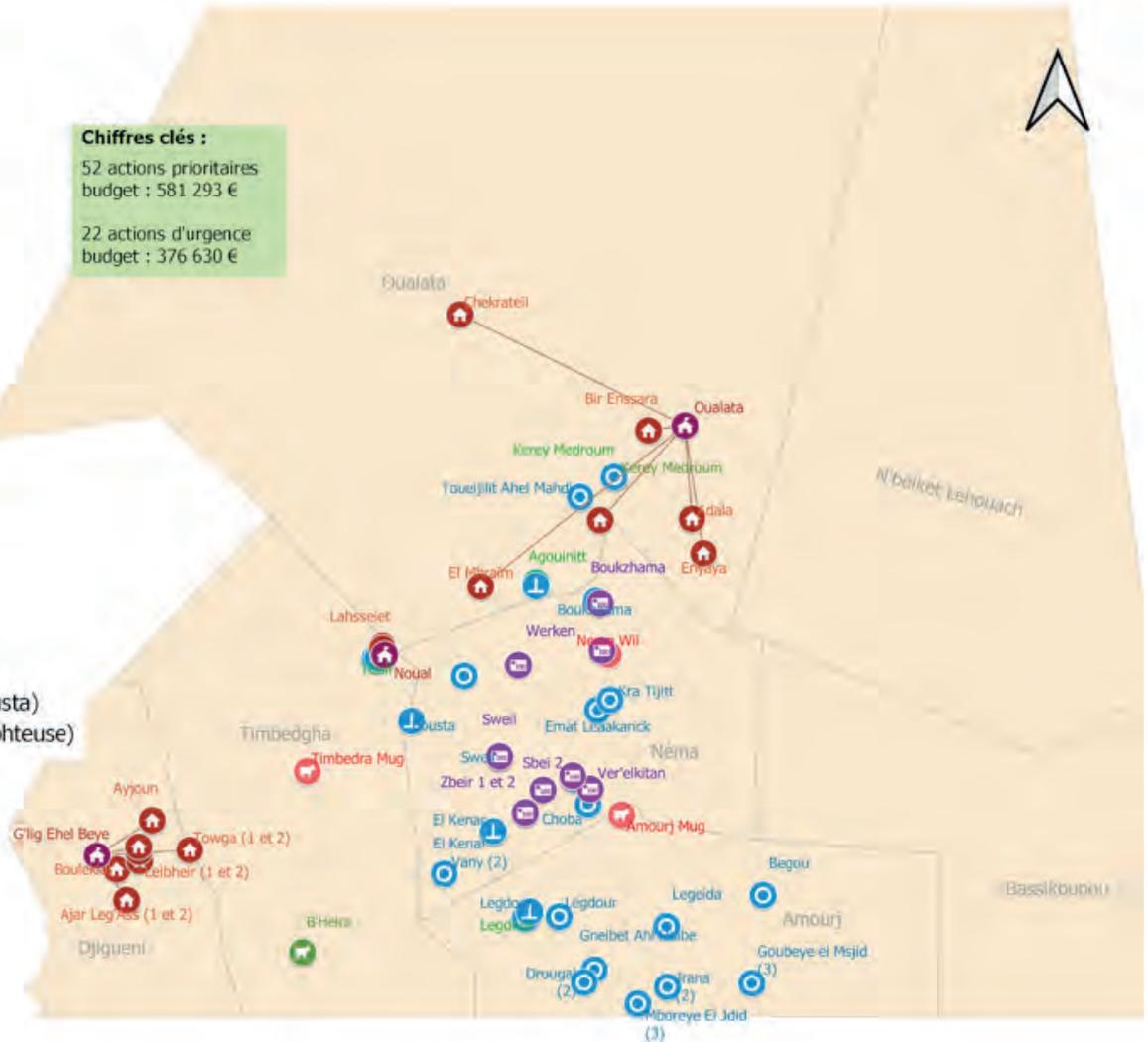
22 actions d'urgence
budget : 376 630 €

Actions prioritaires :

-  Coopérative féminine (AGR)
-  Ouvrage AES
-  Puits
-  Sécurisation (clôture)
-  Réserve pastorale

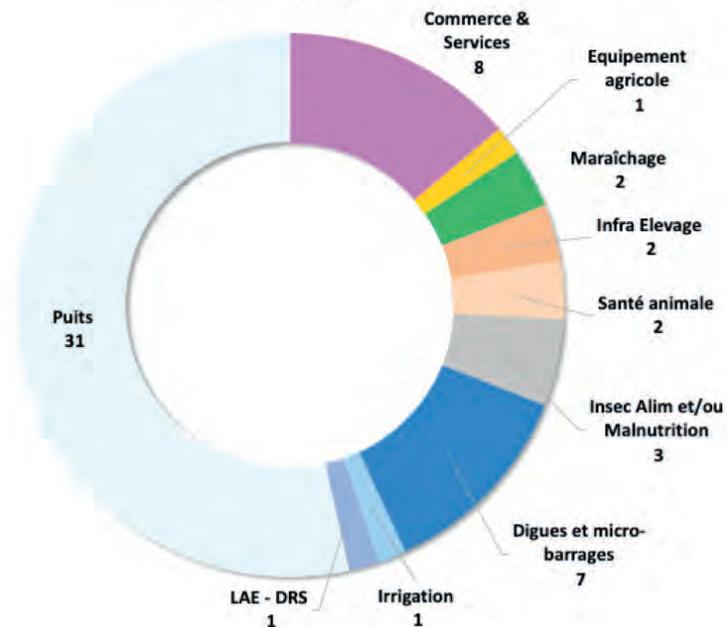
Actions d'urgence :

-  Banque de céréales (mère)
-  Banque de céréales villageoise
-  Ouvrage AES (réhabilitation Bousta)
-  Santé animale (rage et fièvre aphteuse)



Nombre d'actions par thématique

Hodh el Chargui





ET SI C'ÉTAIT À REFAIRE ?

Le succès de ces actions est sans doute dû au fait qu'elles répondaient à des besoins identifiés sur des bases réelles (diagnostics) et à l'implication des services techniques déconcentrés (STD) avec une chaîne de décision locale. Ce succès plaide en faveur de «fonds d'investissements locaux» avec une entière décision aux communes/populations appuyées par des STD.

PORTÉE ET DURABILITÉ DE L'ACTION

Les ouvrages concrétisés permettent :

- Une augmentation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.
- Une augmentation de la résilience.
- Une amélioration de la cohésion sociale.

Autre bénéfice de ces actions : elles ont permis de faire des repérages pour les autres programmes financés par l'UE (RIMDIR pour l'appui aux infrastructures et RIMFIL pour l'appui aux filières notamment).



Crédit photo : En Haut/RIMRAP



DIRES D'ACTEURS

“N’eut été ce barrage, aucun investissement local ne pourrait voir le jour, les autochtones seraient privés de tous les moyens de subsistance. Cependant, un barrage sans agriculture n’est pas complet, nous avons besoin de moyens pour clôturer et pouvoir cultiver les terres.”

Sidina Mohamed, habitant de la localité de Bousta, Hodh El Chargui

“Au-delà du succès de ces actions, ce qui serait désormais intéressant ou l’étape suivante, ce serait d’avoir une meilleure dynamique locale à tous les niveaux : diagnostic, plan de développement communal/PAP-R, réalisation, suivi et entretien. Une implication dans les arbitrages, dans l’accompagnement de l’ensemble des populations d’un terroir, avec des opérateurs qui, par exemple, alimentent un fonds d’initiatives locales géré avec autorités locales, administratives ou élues et les acteurs présents. Établir de manière plus participative des choix en fonction d’une priorité et des moyens disponibles, c’est une petite différence par rapport à la manière dont ça s’est passé, même si, en pratique, tout le monde était impliqué. C’est une méthode un peu plus responsabilisante qui pourrait être mise en place dans l’avenir mais avec les outils dont on disposait et encore une fois avec les objectifs initiaux du RIMRAP, je pense qu’on ne pouvait pas faire beaucoup mieux.”

Franck Müller, Chef de Mission, Assistance Technique du RIMRAP

Liens

Localisation des actions prioritaires : <https://www.google.com/maps/d/viewer?mid=1MvOSiyBI5NiUo1mnPwKuBQFea92gM4h&hl=15.228976240565531%2C-11.559572927789457&z=8>



2.3

ACTIONS PRIORITAIRES : OUTILS DE GOUVERNANCE



Crédit photo : En Haut/RIMRAP

À cheval sur les réalisations concrètes et le renforcement institutionnel, nous avons choisi de placer l'appui aux outils de gouvernance dans les "actions prioritaires" dans la mesure où il a été réalisé en association avec les actions concrètes et sur la même ligne budgétaire des ONG. Les outils de gouvernance permettent aux populations et aux élus d'améliorer la programmation et la gestion de leur territoire et de mieux se préparer aux crises en améliorant leur résilience.

Dans le cas du RIMRAP, les AGLC, les PDC, les PAP-R, les CCC et les comités RRC ont été soutenus.



GENÈSE

Les outils de gouvernance avaient été définis en amont de l'intervention globale par les consortiums dans le cadre de leur programmation opérationnelle. Tous n'ont pas soutenu de la même manière ces outils et supports mais les démarches envisagées étaient similaires.

CONTEXTE

- Existence de diagnostics régionaux.
- Besoins en outils de gestion divers.
- Besoin d'implication des citoyens dans la gestion des affaires locales.
- Pression croissante sur les ressources naturelles : besoin d'optimiser leur utilisation tout en diminuant les conflits potentiels.
- Utilité d'accompagner les réalisations par des systèmes de gestion technique.
- Nécessité de mieux prévoir et gérer les crises qui sont récurrentes dans le pays.



Crédit photo : GRDR/RIMRAP



DESCRIPTION

Les outils & supports

Les Comités Réduction des Risques et des Catastrophes (RRC) sont des structures qui ont été mises en place et soutenues uniquement dans l'Assaba. Elles permettent d'analyser une situation environnementale qui peut devenir problématique à terme, de définir les besoins en cas d'urgence et de mettre en place les actions appropriées.

Les Plans d'Actions Prioritaires - Résilience (PAP-R) : outils spécifiques au RIMRAP se focalisant sur l'agriculture, l'élevage et l'environnement, ils devaient être associés aux PDC. Tous les consortiums n'ont pas couvert la totalité des PAP-R.

Les Plans de Développement Communaux (PDC) : ces outils ne relèvent pas du même ministère (MIDEC et non MDR) et sortaient un peu des prérogatives du RIMRAP. En outre, un autre programme de l'UE/BM, le PNIDDEL, avait le mandat de refaire la plupart des PDC. Cependant, certains d'entre eux restaient à réaliser et les consortiums sont intervenus de manière ponctuelle.

Les Comités de Concertation Communale (CCC) sont également des structures officielles regroupant, autour des élus locaux, l'ensemble des acteurs d'une commune. Tous ne sont pas fonctionnels ou utilisés par les élus.

Les Associations de Gestion Locale Collective (AGLC) : ce sont des outils officiellement reconnus par l'Etat Mauritanien suite à une action de longue haleine menée depuis plus de 20 ans par la GIZ. Les AGLC permettent de gérer les ressources naturelles d'un territoire situé en général à l'intérieur d'une commune. Un processus clair existe et jusqu'à présent seuls le Guidimakha et le Hodh El Gharbi possèdent des AGLC "officielles". Le HEC et l'Assaba avaient prévu d'en créer de nouvelles. La création d'une AGLC se fait normalement en 10 étapes selon un guide mis en place par la GIZ et le MEDD.

Finalement, les AGLC ont donc été limitées au 5 premières étapes et réduites en nombre dans l'Assaba et le HEC (le Guidimakha n'intervenait que pour le renforcement d'une AGLC). Pour les PAP-R, si l'Assaba a réussi à tous les boucler (et même à produire un document régional), le Guidimakha s'est contenté de les approcher par bassin versant - 4 au total - pour les décliner ensuite par commune et le HEC s'est limité aux seules communes d'intervention (17 sur 31). Quant au PDC, ils avaient assez rapidement été mis de côté puisqu'un autre programme de l'UE s'en occupait déjà (PNIDDEL) et qu'ils ne dépendent surtout pas du même ministère (MIDEC et non MDR). Finalement quelques PDC ont été réalisés dans le HEC (5) comme initialement prévus.

	CCC	RRC	AGLC	PAP-R	PDC
Guidimakha	6	0	1/1	4 (bassins versants) déclinés par commune	0 (pas prévu)
Hodh El Chargui	0 (pas prévu)	0	2/10 (après réajustement)	15/21 (après réajustement)	5 (sur 5)
Assaba	26	26	9/13 (après réajustement)	26 (sur 26)	0 (pas prévu)

Répartition des outils de gouvernance



COMMENT L'ACTION A-T-ELLE ÉTÉ RÉALISÉE ?

Dans tous les cas, **ces appuis ont été réalisés à travers des formations des populations et des élus locaux**. Ce sont des processus longs qui ont duré plusieurs mois et qui ont nécessité de nombreuses réunions et sessions de sensibilisation et de formations pour, souvent, réexpliquer les principes fondamentaux de ces outils qui soit n'existaient pas, soit n'avaient pas ou plus été utilisés et dont l'appropriation était limitée.

POUR QUELS RÉSULTATS?



La structuration des populations locales et des élus locaux et leur meilleure préparation à savoir programmer leur avenir et à lutter contre les imprévus constituent des acquis certains et résolument positifs. Même si les processus entamés ou achevés sont perfectibles et nécessitent de reprendre régulièrement des sensibilisations et des formations, on peut estimer qu'un certain niveau d'appropriation a été acquis.



Sur le plan négatif, ces outils se sont avérés plus délicats à mettre en œuvre car **ils possèdent une dimension qualitative importante, ils ont été plutôt négligés dans les premiers mois d'intervention des ONG**, qui se sont focalisées sur les diagnostics et les actions de terrain. De fait, **certains processus qui auraient dû être lancés dès le démarrage ont finalement été amorcés tardivement**. Mettre en place des AGLC nécessite 10 étapes selon l'approche GDRN (GIZ) et probablement plusieurs années pour être fonctionnelles (environ 2 ans), les PDC sont des exercices hautement participatifs et chronophages lorsqu'on veut les faire consciencieusement, de même que les PAP-R. Quant à rendre fonctionnel des CCC, cela demande un accompagnement de longue haleine.





ET SI C'ÉTAIT À REFAIRE ?

Former les hommes avant de les équiper ou intervenir sur le terrain est un préalable indispensable. Ces actions “soft” relèvent d’une ingénierie sociale qui manque beaucoup en Mauritanie et qui aurait dû être généralisée dans tous les consortiums à tous les niveaux, quitte à ne pas s’engager dans des réalisations “en dur”.

PORTÉE ET DURABILITÉ DE L’ACTION

Ces actions ont permis :

- Un renforcement des capacités de gestion et de résilience.
- La sécurisation et la durabilité des investissements.
- Une meilleure protection de l’environnement.

Ces actions étant essentiellement des actions de renforcement de capacités professionnelles et organisationnelles, la durabilité dépendra de ce qu’en font les bénéficiaires mais est à priori assurée.

DIRES D’ACTEURS

“Nous avons doté des communes aujourd’hui d’un outil de planification qui permet d’avoir une visibilité globale au niveau du bassin versant. C’est un atout aujourd’hui. Autre chose qui a fonctionné également : c’est au niveau des CCC. Nous avons une situation claire : qu’est-ce qui fonctionne ? Qu’est-ce qui ne fonctionne pas ? Au niveau des intercommunalités, nous avons créé des cadres de concertation intercommunale qui regroupent l’ensemble des acteurs, notamment les élus.

Quand on parle d’élus, c’est le maire et quelques conseillers municipaux plus quelques membres de la société civile. Voilà, ce sont des acquis.”

Abdou Yatabere, Responsable de l’Antenne du GRDR à Sélilaby

Liens

Localisation des actions prioritaires : <https://www.google.com/maps/d/viewer?mid=1MvOSiyBl5NiUo1mnPwKuBQFea92gM4hh&ll=15.228976240565531%2C-11.559572927789457&z=8>



Crédit photo : En Haut/RIMRAP



2.4

LES MÉCANISMES D'ALERTE PRÉCOCE (SAP)



Crédit photo : En Haut/RIMRAP

Des réactions rapides en cas de crise sont une des clés de la résilience. Comme il n'existe pas en Mauritanie de système d'alerte précoce comme au Niger ou au Sénégal, il était difficile d'envisager une déclinaison régionale.

Deux principes d'action ont été abordés en parallèle. D'une part la mise en place de système locaux de prévision des crises et d'autre part un dispositif de réaction locale et rapide aux urgences identifiées mais dans le cadre des priorités du RIMRAP, c'est-à-dire sur les moyens d'existence liés à l'agriculture ou l'élevage.

À noter enfin que l'Assistance Technique et des membres du RIMRAP ont systématiquement été associés et partie prenante dans le groupe humanitaire (GSSA) et ont participé à la rédaction du Guide Nationale de la réponse aux urgences pour sa partie "moyens d'existence".



GENÈSE

Dans le cadre du RIMRAP, **2** portes d'entrée parallèle ont été envisagées :

1.

Chaque consortium avait prévu d'expérimenter des systèmes d'alerte précoce à l'échelle régionale. Ces éléments étaient budgétisés en dehors des fonds d'urgence et plusieurs méthodologies intéressantes ont été développées

2.

Par ailleurs, un mécanisme de réponse aux urgences a progressivement été élaboré. Initialement non défini, la possibilité de mobiliser les fonds mis à disposition de chaque consortium par la DUE a conduit l'Assistance Technique (AT) et les ONG à mettre au point un système local de réponse.

CONTEXTE

En Mauritanie, aucun système d'alerte précoce n'est réellement fonctionnel tout comme aucun système de prévention et traitement des urgences. Il existe pourtant une dynamique nationale en cours de conception mais elle n'est pas aboutie.

Pourtant, la Mauritanie est une zone caractérisée par des crises récurrentes. Tous les 2 ans en moyenne on voit les zones rurales ravagées par les inondations, la sécheresse, les criquets.

Au niveau local, il n'existe pas non plus de traitement standardisé des urgences. Si la réponse est nationale, elle peine à arriver dans les communes. Une solution locale a donc été recherchée pour reconstituer les moyens d'existence dégradés.



Crédit photo : Adama Camara/RIMRAP



DESCRIPTION

Concernant les dispositifs de prévention des crises

Dans les propositions faites par les ONG, plusieurs systèmes de prévention des crises ont été envisagés et mis en œuvre. Certains se sont appuyés sur des dispositifs officiels (sécurité civile, Hodh El Chargui), d'autres sur des restructuration de systèmes existants (comités Réduction des Risques et des Catastrophes, Assaba) ou sur des nouveaux dispositifs (Hodh El Gharbi et Guidimakha).

Concernant la réponse aux urgences

La Délégation de l'Union Européenne (DUE) avait placé 400.000 € dans le budget de chaque consortium (500.000 pour le Hodh El Chargui) afin de prévenir les crises qui pourraient être déclarées, dans un contexte où le retrait du programme ECHO (pour l'urgence humanitaire) de l'UE était envisagé. Très rapidement, ce retrait n'a plus été d'actualité et les consortiums ont demandé la possibilité de pouvoir mobiliser ces fonds pour les urgences locales qui se déclaraient sans relever d'une crise de grande envergure. La DUE a accepté le principe sous réserve que l'on définisse des procédures claires de mise en œuvre des fonds. Une mission externe a ainsi eu lieu en avril 2017 avec un rapport assez général, complété par une note de synthèse plus opérationnelle produite par l'Assistance Technique.

Enfin, **3** axes de mobilisation ont été validés :

**Axe 1 :
prévention
des urgences**
(banques de céréales
essentiellement)

**Axe 2 : réponse
aux urgences
locales**

**Axe 3 :
contribution
aux crises
nationales
déclarées** (ce qui,
en pratique, n'arrive jamais)

La quasi-totalité des mobilisations de fonds s'est finalement faite sur l'axe 2 avec toutefois un axe 1 et des banques de céréales (Guidimakha et les SACS, Hodh El Chargui) assez conséquents. Dans le cadre de l'axe 2, la note produite par l'AT a proposé une procédure de mobilisation en « circuit court » (remontée de l'information, comité d'urgence inclusif, validation par le Wali) et des thèmes éligibles. Ces derniers relevaient des actions à vocation agricole ou pastorale sachant que le RIMRAP ne pouvait pas intervenir selon le mode des urgences alimentaires de soudure.



COMMENT L'ACTION A-T-ELLE ÉTÉ RÉALISÉE ?

Dispositifs de prévention

Concernant les dispositifs de prévention, au départ, un retard important a été pris en raison d'une mobilisation importante des ONG sur d'autres actions (diagnostics, lancement des actions prioritaires). De fait, la mise en place de systèmes qui nécessitent un accompagnement, n'a pu atteindre une vitesse de croisière suffisante pour en mesurer les bénéfices.

Mise en œuvre des fonds d'urgence

À partir du moment où les mécanismes avaient été définis (étude + note de l'AT), quelques actions pilotes ont été validées lors d'un CSO (Comité de Suivi Opérationnel) en octobre 2017 pour tester un dispositif et répondre à des demandes de reconstitution de moyens d'existence. Comme des semences et du matériel maraîcher dans le Hodh El Gharbi et des banques de céréales dans le Hodh El Chargui. Par la suite, après la réalisation d'une étude de cadrage et de la note de synthèse de l'AT, la mobilisation des fonds a été régulière et systématiquement validée en CSO, souvent en post-validation car les actions d'urgence peuvent rarement être prévisibles. À l'instar des Actions Prioritaires, un comité local a été mis en place avec le Wali comme responsable et les STD comme caution technique.

POUR QUELS RÉSULTATS ?

Dispositifs de prévention

- **Dans le Guidimakha**, Action Contre la Faim (ACF) a développé les « SCAP-RU (système communautaire d'alerte précoce – réponse aux urgences)» avec la mise en place de 21 sites sentinelles qui participent à la production trimestrielle des bulletins d'alerte sur la sécurité alimentaire et sur le pastoralisme. Le système a été repris par le projet DIPECHO financé par ECHO et mené par ACF et le PAM (Programme Alimentaire Mondial).
- **Dans l'Assaba**, World Vision a formé autant de comités RRC (Réduction des Risques et des Catastrophes) que de communes afin d'avoir une gestion locale plus proche des populations.
- **Dans le Hodh El Chargui**, un travail avec la protection civile a été amorcé mais sans réelle consistance ni développement concret.
- **Dans le Hodh El Gharbi**, Oxfam avait prévu de mettre en place un système équivalent au SCAP-RU d'ACF, en lien avec son expérience au Niger et plus récemment reproduite dans la région de Kaédi. Malheureusement, avec l'arrêt du consortium, rien ne s'est concrétisé.



PORTÉE ET DURABILITÉ DE L'ACTION

Un mécanisme de circuit court des réponses aux urgences est intéressant et performant.

Une autre piste prometteuse consiste à avoir introduit le financement «systématisé» des moyens d'existence dans le cadre des urgences.

DIRES D'ACTEURS

“Les sites sentinelle permettent de faire remonter les informations sur la situation agricole et pastorale.... Nous avons aujourd'hui un système d'alerte précoce communautaire qui a été mis en place et qui couvre l'ensemble des zones de moyens d'existence des populations, notamment le pluvial et la décrue. Ça constitue un élément fort. Nous avons un autre élément qui est l'implication active du CSA, le Commissariat à la Sécurité Alimentaire au niveau régional. Nous produisons aussi un bulletin. Les points faibles maintenant sont liés surtout au niveau d'alphabétisation des membres qui font la collecte de l'information au niveau du terrain et aussi les niveaux d'interprétation d'exploitation du CSA au niveau de la base de données. Il y a aussi une autre difficulté, le taux d'exploitation de la base de données par ceux qui collectent ces informations là. Nous avons eu d'autres problèmes : les informations sont recueillies en milieu rural, où la connexion à internet est relativement très faible. Donc, pour remonter des informations, ça tarde un peu.”

Abdou Yatabéré, Responsable de l'antenne du GRDR à Sélibaby.



2.5

APPUI AUX MÉCANISMES DE GESTION TERRITORIALE DES RESSOURCES NATURELLES (GTRN)



Crédit photo : GRDR/RIMRAP

Une nouvelle gestion locale émerge pour générer des revenus issus des ressources naturelles. Ces dernières sont rares mais bien réelles en Mauritanie et les communautés ont pris conscience qu'il faut se concerter pour les préserver pour le bien de tous, éleveurs et agriculteurs. Plusieurs actions assez diversifiées ont été appuyées dans le cadre du RIMRAP dont le résultat 2 est entièrement consacré à l'amélioration de la gouvernance des ressources naturelles dans les 4 wilayas du programme via, essentiellement, l'action des ONG mais aussi de la GIZ à travers ses modules de formation et de recherche.



GENÈSE

La gouvernance des ressources naturelles est une des thématiques principales du RIMRAP avec son résultat 2. C'était donc un enjeu majeur pour le RIMRAP d'accompagner toute initiative qui va dans le sens d'une amélioration de la gestion des ressources naturelles. Ceci du point de vue institutionnel, technique et organisationnel.

CONTEXTE

Le contexte actuel en Mauritanie voit l'émergence d'une gouvernance locale car les populations rurales sont très dépendantes des ressources naturelles qui se raréfient mais qui représentent souvent la seule richesse qu'elles possèdent. La loi sur la décentralisation a accompagné cette nouvelle culture de gouvernance locale et les communautés s'en sont emparées avec des modalités différentes. Des processus étaient en cours comme l'intercommunalité du Karakoro dans le Guidimakha et les AGLC (Associations de Gestion Locale Collective) initiées par la GIZ et sous la tutelle du MEDD (Ministère de l'Environnement et du Développement Durable).

Ces modèles d'organisation veulent répondre en partie à la préservation et à la valorisation des ressources naturelles, à la réduction des conflits entre usagers et notamment entre éleveurs et agriculteurs. Parallèlement, il faut constater que les potentiels du milieu sont mal connus et loin d'être exploités. Les communautés y voient une piste à approfondir pour limiter l'exode rurale et l'immigration.

DESCRIPTION

L'accompagnement de processus en cours a été réalisé en utilisant des outils institutionnels (codes, ententes foncières, AGLC), des formations et un suivi organisationnel. Les actions prioritaires (*cf fiches n°2.2 et n°2.3 sur les actions prioritaires*), des modules de recherche et de formation GLZ afin d'optimiser ces ressources (*cf fiche n°1.3 sur la recherche et la formation*) ou un groupe de réflexion de la plateforme (*cf fiche n°1.2 sur la plateforme de dialogue sectoriel*) ont aussi été liées à cet accompagnement.



Crédit photo :Sophie Nick/RIMRAP



COMMENT L'ACTION A-T-ELLE ÉTÉ RÉALISÉE ?

5 principales activités ont été réalisées en portant une attention particulière aux ressources naturelles-clés et aux bassins versants :

Les diagnostics régionaux

Réalisés lors de la 1ère phase du programme, ils comportaient une partie dédiée aux ressources naturelles, notamment pour répertorier les pâturages, les forêts, les eaux souterraines et de surface et toute action allant dans le sens de la protection ou l'exploitation rationnelle des ressources locales.

Module recherche et formation de la GIZ

Ensuite, la GIZ a développé de manière transversale, des modules de recherche ou de formation qui optimisent l'exploitation des ressources locales.

Les formations

En fonction des besoins détectés, elles ont été mises en place ainsi que des modalités d'encadrement et d'accompagnement. Il était initialement prévu de mettre en place une vingtaine d'AGLC dans les deux Hodh et dans l'Assaba et d'en renforcer une dans le Guidimakha.

La Plateforme de Dialogue Sectoriel

Celle-ci a mis en place le groupe GTRN (*cf fiche n°1.2 sur la plateforme sectorielle*).

Les intercommunalités

Pour le Guidimakha, le GRDR était déjà partie prenante de l'accompagnement de 4 intercommunalités, dont celle du Karakoro transfrontalière depuis plus de 15 ans, de loin la plus avancée et motrice dans la réflexion. Un des objectifs dans cette région était également de capitaliser un modèle d'organisation et de l'adapter - dans la mesure du possible - à d'autres zones. N'oublions pas que les intercommunalités sont nées de la volonté des élus d'optimiser des ressources locales qui se raréfiaient.





POUR QUELS RÉSULTATS ?

Finalement, 5 AGLC ont été mises en place sur les 20 prévues. Les consortiums ont préféré **favoriser la qualité des étapes initiales plutôt que de précipiter la mise en place de structures** qui nécessitent finalement un accompagnement plus long et qui a commencé trop tardivement.

Sans arriver à des formalisations administratives, des étapes vers des organisations opérationnelles ont été franchies sur des bases objectives fournies par les études comme des schémas d'aménagement par bassin versant ou des atlas sur le foncier et le potentiel des ressources naturelles issus des diagnostics.

L'intercommunalité du Karakoro a continué à être accompagnée pour générer des plans de développement mais celles du Garfa et du Fleuve l'ont également été dans leur phase initiale.

Quant à la GIZ, ce sont 6 thèmes de formation sur 10 et 4 modules de recherches sur 8 qui possèdent une dimension "environnementale", comme ceux de la fabrication de l'aliment bétail à partir des espèces endémiques, de l'aménagement de pare-feux, la régénération forestière, de gestion des AGLC ou de production de semences adaptées aux changements climatiques...

Le groupe GTRN a de son côté approché la problématique des ressources sous des angles à la fois territoriaux mais aussi thématiques. Ce groupe a combiné et comparé les visions de l'intercommunalité, des AGLC et des Chartes Pastorales. Malgré une mise en œuvre difficile compliquée par la COVID-19, des rencontres très fructueuses mettant en relation plusieurs Ministères (MDR, MIDEDEC, MEDD), des bailleurs, des ONG, des élus etc... se sont tenues et un document de référence a été produit (en ligne sur le site rim-rural.org).

PORTÉE ET DURABILITÉ DE L'ACTION

Avec le travail sur l'intercommunalité et les AGLC, on constate :

- une exploitation plus durable des ressources naturelles ;
- une réduction des conflits entre usagers ;
- une limitation de la pression sur les ressources naturelles.

Les modèles d'organisation performants sont aussi ceux qui vont vers une autonomie financière. En ce qui concerne les AGLC, elles poursuivent leur renforcement dans le cadre d'autres programmes de développement.

En ce qui concerne les modules GIZ, le RIMRAP COPCO et le RIMFIL vont les opérationnaliser à partir de 2021 sur le terrain, en testant à plus grande échelle les résultats obtenus. À travers des villages et des sites pilotes qui fédéreront plusieurs autres villages, on espère généraliser de nouvelles bonnes pratiques environnementales.



ET SI C'ÉTAIT À REFAIRE ?

Un processus long à mettre en place

L'approche territoriale est indispensable dans le contexte actuel mais **la gestion concertée est un long processus qui ne peut pas être directement opérationnel dans le cadre d'un programme**. Les consortiums et même la GIZ se sont réellement attaqués à ces actions durant les 2 dernières années, ce qui est bien trop court. Le maximum de précautions a été pris pour ne pas voir les premiers efforts s'annuler rapidement mais, à l'avenir, **de telles opérations ne doivent être menées qu'avec l'assurance d'un engagement long et complet et indépendant d'un programme particulier**. C'est le cas avec les intercommunalités où **les populations se sont appropriées le processus, conditions sine qua non pour assurer la durabilité de ces actions**. En outre, plusieurs opérateurs doivent converger et se coordonner pour accompagner ces processus.

Le rôle des Services Techniques Déconcentrés

Les Services Techniques Déconcentrés (STD) possèdent un rôle crucial à jouer dans le renforcement des associations de gestion des ressources naturelles, ne serait-ce que pour leur donner une légitimité mais ils sont souvent très dépourvus pour assumer cette tâche, du point de vue humain et financier.

DIRES D'ACTEURS

“Dans le cadre de la gouvernance locale qui a été accompagnée par le RIMRAP, il faut dire que nous avons élaboré quatre plans d'aménagement qui ont fait une déclinaison bien sûr dans les PDC, le Plan de Développement des Communes. Aussi, nous avons mis en place une intercommunalité au niveau du bassin du fleuve Sénégal et on a accompagné l'intercommunalité du Karakoro qui était déjà créée. Nous avons également accompagné et créé bien sûr des comités de gestion au niveau des magasins, aux niveaux des parcs de vaccination et dans le cadre des CCC, les Cadres de Concertation Communaux, nous les avons appuyés à travers un diagnostic qui a fait ressortir les points faibles et leurs points forts.

(...) Si c'était à refaire moi j'allais proposer qu'on ait 2 autres intercommunalités au niveau du bassin du Garfa et celui de Niordel, qu'on couvre l'ensemble du territoire pour qu'une dynamique de concertation et d'échange puisse être instaurée en impliquant l'ensemble des acteurs. Et si c'était à refaire aussi, on allait mettre les Services Techniques de l'État au devant de la scène.”

Abdou Yatabéré, Responsable de l'Antenne du GRDR à Sélibaby.



Liens

Film sur l'intercommunalité du Karakoro (version française) : <https://www.youtube.com/watch?v=33qSd08GlrY&t=35s>

Film sur l'intercommunalité du Karakoro (version hassanya) : <https://www.youtube.com/watch?v=oyF4QbaxORg&t=4s>

Lien avec le groupe de travail GTRN de la plateforme : <https://rim-rural.org/gestion-locales-des-ressources-naturelles/>



Crédit photo : GRDR/RIMRAP



Capitalisation du RIMRAP

Axe 3

Informations sur le secteur rural

3.1

VOLET COMMUNICATION POUR LE DÉVELOPPEMENT (C4D)



Crédit photo : Terre Nouricière/RIMRAP

Une des grandes originalités du RIMRAP a été de développer, dès sa conception, un volet “communication pour le développement” (C4D). Une initiative suffisamment rare pour être soulignée. Ce volet transversal a contribué à :

- améliorer la communication interne ;
- améliorer la visibilité du secteur rural plus que du programme lui-même ;
- améliorer la gestion des connaissances du secteur rural par la production d'études mais aussi grâce au site rim-rural, centre de ressources de références sur le secteur ;
- donner à entendre les acteurs du secteur rural notamment à travers des vidéos d'initiatives résilientes rurales ;
- revaloriser l'image des secteurs avec la production de deux films sur l'agriculture et l'élevage.



GENÈSE

La volonté d'ajouter un volet transversal consacré à la communication était motivée initialement par la multiplicité des acteurs du programme. Il fallait que le programme parle d'une seule voix, celle du RIMRAP. Mais, dès le départ, **il a été décidé de dépasser les besoins en visibilité de l'Union européenne (communication institutionnelle) avec la communication pour le développement (C4D)** qui va plus loin : l'enjeu était bien de **faire entendre la voix des bénéficiaires** pour qu'ils expriment leurs besoins et d'appuyer au mieux les objectifs du RIMRAP.

Une assistante technique spécialisée en C4D a été intégrée à l'équipe de l'IRAM déjà constituée d'un chef de mission spécialisé dans l'élevage, d'un expert principal ingénieur agronome (chef de file de l'Assistance Technique), d'une assistante de programme et d'un expert en suivi-évaluation. Un volet C4D a été co-construit avec les équipes lors d'un atelier en juin 2016.

DESCRIPTION

L'atelier a rassemblé toutes les parties prenantes du RIMRAP, chargés de projets et chargés de communication pour les organisations qui en avaient. Pendant 3 jours, les participants ont analysé les problématiques de communication qui pouvaient entraver le bon déroulement du programme pour trouver des solutions réalistes dans les limites des contraintes budgétaires. Les principaux problèmes identifiés ont été :

- La difficulté de gérer un programme multi acteurs.
- Le manque de disponibilité et de partage des connaissances sur le secteur rural.
- Les métiers liés à l'agriculture et l'élevage évoluent et offrent de nouvelles opportunités pour les jeunes. Malheureusement ces secteurs n'ont pas une bonne image auprès d'eux.
- Les initiatives de terrain développées par les communautés sont très peu connues.

Du point de vue financier, la DUE a souhaité supprimer les budgets communication des partenaires pour que toutes les actions soient centralisées. Malheureusement, le budget a été affecté à d'autres actions au lieu d'être réuni en un pot commun.





COMMENT L'ACTION A-T-ELLE ÉTÉ RÉALISÉE ?

Axe 0 « Communication interne »

Cet axe a permis de **concrétiser un certain nombre d'actions**, comme des formations aux outils collaboratifs (Dropbox, Google Doc, Trello).

Axe 1 : « Visibilité du RIMRAP »

D'une part, la diversité et le nombre des acteurs du RIMRAP ne permettent pas la visibilité de tous en dehors de celle, contractuelle, de la Commission européenne. D'autre part, le RIMRAP, en tant que programme structurant, est amené à s'effacer par souci de pérennité. C'est pourquoi **il a été décidé de concentrer la visibilité non sur le RIMRAP mais sur le secteur du développement rural**. Ainsi, plutôt que le « branding » du programme, des ateliers de lancement ont été organisés dans les régions. Du matériel de communication commun a ainsi été créé : plaquette kakémonos, etc... Puis, par exemple, en dehors des actions de presse classiques à chaque manifestation d'envergure, des comptes Twitter et Facebook ont été créés mais ont progressivement glissé vers ceux du rim-rural dans l'optique de la durabilité de l'information.

Malgré les budgets supprimés chez la plupart des partenaires, la GIZ a préservé une enveloppe qui lui a permis de promouvoir ses actions. Elle s'est ainsi révélée particulièrement active et efficace sur la diffusion de ses actions RIMRAP et recherche & formation avec la production d'articles très bien documentés et envoyés à divers journaux avec lesquels des contrats ont été passés.

En outre, elle a produit une petite vidéo de bonne qualité sur la Composante Recherche & Formation (<https://www.youtube.com/watch?v=EmqsQUCrYGk>). Le décès inattendu et prématuré de leur responsable de la communication a malheureusement stoppé cette dynamique.





Axe 2 : Gestion des connaissances agricoles et pastorales

La gestion des connaissances sur le secteur rural est un enjeu majeur dans un contexte où des systèmes organisés d'archivage sont faibles au mieux, inexistants la plupart des cas. **Le RIMRAP s'est donc doté d'un portail web qui rassemble le maximum de connaissances et de documents existants sur le secteur rural**, parmi les acteurs du programme (1er cercle) puis parmi les autres acteurs majeurs du secteur (2ème cercle). Le choix d'un système d'alimentation du portail décentralisé via l'IPAR, think-tank basé à Dakar et choisi pour animer de façon pérenne la plateforme de dialogue sectoriel, assurera sa pérennité afin d'atteindre le résultat suivant : « Tous les acteurs du secteur rural mauritanien ont accès, alimentent et utilisent ces systèmes de gestion des connaissances agricoles et pastorales ».

En pratique, le site rim-rural.org a pris un certain temps à émerger et à être pleinement fonctionnel. Initialement défini comme « rimrap.org » et construit depuis la France fin 2017, il a rapidement été renommé et transféré à Nouakchott dans l'optique de son détachement du programme et de sa pérennité. Après, un premier essai assez peu fonctionnel avec l'IPAR en 2018, cette même structure a changé de personne ressource et impliqué son siège dakarois pour parvenir, début 2019 à la version que nous connaissons actuellement. Depuis, le site fonctionne normalement et peut prétendre être devenu une référence dans le secteur rural en Mauritanie puisqu'il représente le seul endroit où cette information thématique est disponible. Il accueille un peu moins de 200 visiteurs par jour, ce qui est considérable pour un site professionnellement spécialisé et dans un pays comme la Mauritanie (*cf fiche n°3.2 site rim-rural.org*).



Crédit photo : Sophie Nick/RIMRAP



Axe 3 : Appui à l'expression des acteurs

Dans le cadre du RIMRAP, il était prévu d'appuyer les Ministères MA/ME/MDR à construire un système d'information efficace. Les actions de l'État auraient ainsi été mieux connues, à travers leur site internet notamment. Finalement, **un premier appui direct a été apporté par l'AT Communication aux deux Ministères** dès la fin 2016 mais sans suite concrète puisque l'AECID qui devait poursuivre le processus n'a pas été fonctionnelle avant fin 2018. Par la suite, nous l'avons vu, l'AECID a repris à son compte un appui au site du MDR mais pour l'instant rien n'est fonctionnel.

D'autre part, la mise en place d'espaces d'expression pour les agriculteurs et les éleveurs et leurs représentants (à travers la radio et des films notamment), pouvait permettre de mieux faire entendre leurs besoins. Pour ceci, **les diagnostics territoriaux ont intégré des éléments de communication pour une meilleure connaissance des canaux de communication des bénéficiaires du RIMRAP.** Il était également prévu un partenariat avec les organes nationaux pour la diffusion de films sur les problématiques du secteur rural, ce qui ne s'est finalement pas fait en raison de conditions financières rédhibitoires et d'une absence d'engagement du Ministère pour faciliter ce type de diffusion.

Enfin, **la meilleure expression des acteurs s'est concrétisée à travers les « initiatives de résilience (IR) »** initiées par l'organisation Rhizôme dans le Guidimakha puis généralisée dans les 3 autres wilayas du programme. L'idée était d'identifier des personnes ou des groupes qui avaient développé une activité originale et réussie mais méconnue afin de la diffuser plus largement. Finalement, 36 fiches de 3 à 6 pages ont été rédigées par les animateurs des projets eux-mêmes, adaptées par Rhizôme et l'AT et standardisées (*cf fiche n°3.1 sur les initiatives de résilience*). Des versions arabe et française ont été produites et ces fiches sont en téléchargement sur le site <https://rim-rural.org/> où un onglet dans les « Ressources » leur est consacré.



Crédit photo : Terre Nouricière/RIMRAP





Axe 4 : Revalorisation de l'image des secteurs

Les métiers liés à l'agriculture et l'élevage évoluent et offrent de nouvelles opportunités pour les jeunes. **Le volet communication du RIMRAP s'est efforcé de montrer aux jeunes en priorité que ces secteurs peuvent être porteurs d'emplois**, notamment à travers deux clips plus importants consacrés à l'agriculture pluviale et au pastoralisme. Ce dernier – qui dure environ 20min – a d'ailleurs été présenté au festival du film pastoral de Grenoble en 2019 où il n'a malheureusement pas gagné de prix malgré un succès avéré. Ces deux films – également traduits en français et en arabe – sont également sur le site et sur la chaîne Youtube du programme.

Le suivi a été assuré par l'AT spécialiste en C4D. **Un groupe communication rassemblant les points focaux de communication des différents acteurs du RIMRAP s'est réuni périodiquement** (11 fois) tout au long du projet pour mettre en œuvre le plan de communication décidé. Il a permis d'élaborer ensemble des actions à mettre en place collégialement. Les vidéos étaient réalisées par un prestataire extérieur intégré à la réponse à l'appel d'offre sur l'AT de l'IRAM. Celles-ci ont donné lieu à de nombreuses missions sur le terrain.

POUR QUELS RÉSULTATS ?



Le volet C4D s'est avéré une dynamique fédératrice permettant un ambitieux volet capitalisation et la construction d'outils communs tout en respectant les nécessités de visibilité de tous les acteurs.

Le groupe communication a permis des échanges de ressources et d'expériences entre organisations du RIMRAP.

Le choix d'outils communs au début du projet s'est avéré nécessaire (formation aux outils collaboratifs).



Pas de budget dédié en raison d'un malentendu initial (les consortiums ont été priés par la DUE de ne pas avoir de ligne budgétaire dédiée à la communication mais celles-ci n'ont pas été centralisées au niveau de l'AT).

Difficulté à trouver des prestataires locaux mais lourdeur de gestion d'un prestataire international pour les vidéos.

Un point faible a été le renforcement du service de communication des Ministères qui relevait du renforcement institutionnel.



ET SI C'ÉTAIT À REFAIRE ?

Il est toujours compliqué de faire comprendre aux partenaires d'un programme la différence entre communication institutionnelle et communication pour le développement (C4D). Pourtant, **tous les programmes de développement rural devraient intégrer un volet C4D avec un budget dédié.** Dans le fonctionnement un binôme communication AT international et chargé de communication local peut être intéressant dans un objectif de renforcement de capacités. D'une manière générale, **le recours à des prestataires locaux pour créer des équipes mixtes est plus efficace en termes d'échanges, de renforcement et d'effectivité.** À noter également la nécessité de formation en communication des équipes de terrain car la remontée d'informations et photos du terrain pose toujours problème. D'autre part, **la diffusion des outils doit être réfléchie au moment de leur conception.**

PORTÉE ET DURABILITÉ DE L'ACTION

La portée de l'action a été limitée pour des raisons budgétaires. Il est important de rappeler que la DUE, considérant que l'AT possédait un budget important dédié au thème, a demandé aux partenaires du programme de supprimer de leur propre budget toute dépense communication car l'AT allait piloter et engager les actions relatives à ce thème. Or, il s'est avéré que ce calcul était erroné puisque le cumul des montants initialement réservés par les 6 acteurs dépassait de loin ce que l'AT pouvait réaliser, en plus de ses propres objectifs. Consécutivement, les autres partenaires n'ont pas pu développer d'actions locales – souvent simples comme des émissions de radio, des articles, des banderoles etc... - sans passer par l'AT qui devait les financer. La fluidité n'était plus de mise et les fonds étaient insuffisants. Les actions de communications sont donc restées minimalistes au niveau du terrain.

Toutefois, le volet C4D du RIMRAP a permis d'initier au niveau central de nombreuses actions qui vont durablement renforcer le secteur rural en Mauritanie. Il a permis également de mieux fédérer les équipes. De ce point de vue, le groupe communication qui s'est réuni régulièrement a été un lieu d'échanges d'informations utile à tous.

Dans les outils qui vont perdurer, citons le site rim-rural.org (*cf fiche n°3.2 sur le site rim-rural*) qui a non seulement rassemblé une documentation importante mais permis de diffuser les outils de communication.

Citons également les fiches, clips et panneaux d'exposition sur les initiatives de résilience qui ont permis de rendre visible les nombreuses dynamiques de développement de terrain, les films qui donnent la parole à des personnes qui pratiquent l'agriculture et l'élevage aujourd'hui et montrent qu'elles peuvent en vivre dignement dans le respect des ressources naturelles.





DIRES D'ACTEURS

“ Combien d'échecs nous avons eu dans ces programmes là par le fait qu'il n'y a pas eu une appropriation des bénéficiaires dans ces activités pour qu'ils puissent jouer le rôle. Aujourd'hui, ils commencent à comprendre l'importance de leur rôle. Et ils commencent à définir eux-mêmes leurs besoins. Parce que je crois que ce qui est important dans l'activité politique ou même l'activité économique du pays, c'est d'essayer de répondre aux besoins exprimés par les populations et de leur apporter des solutions. Aujourd'hui, on se rend compte comment elles commencent à exprimer leurs besoins et à mener sur le terrain des activités qui les intéressent et qu'elles s'approprient.”

Mokhtar Fall, Responsable des opérations de l'IPAR en Mauritanie.

3.2

LE SITE RIM-RURAL.ORG

Flash Infos : rev de dialogue sectoriel - Etat des lieux et dynamiques actuelles - 12 Décembre 2019 - Minotrel Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques - COP25 - 2 au 13 décembre à Madrid, Espagne. Troisième édition de la C

Projets et programmes du développement rural en Mauritanie

Lire plus

A la Une

Cridem 27/09 : Plusieurs foyers de fièvre de la vallée du Rift chez des chameaux en Mauritanie

Dernières publications

- Bulletin Agrométéorologique décadaire octobre – décembre 2020
- Textes législatifs relatifs aux Coopératives Agricoles – JO 1967
- Réglementer la mobilité du bétail en Afrique de l'Ouest: inter réseaux synthèse Juin 2020

Dialogue sectoriel

- Note sur l'état des lieux sur les Infrastructures rurales en Mauritanie
- Note d'Orientations Stratégiques pour le Développement de la filière lait local en Mauritanie
- Étude pour la définition d'une stratégie national d'hydraulique pastoral

Centre de ressources

Catégories

Types de documents

Thématiques

Acteurs

Programmes

Beaucoup de documents, de livres, de vidéos sont produits en Mauritanie mais restent souvent dans des tiroirs ou des ordinateurs, pour être oubliés ou monnayés. Pour documenter des questions importantes du secteur rural, les mêmes études sont parfois refaites plusieurs fois. Afin de lutter contre cette “amnésie documentaire”, il a été décidé de créer un centre de ressources en ligne : le site rim-rural. Alimenté par les partenaires du RIMRAP dans un premier temps puis géré par l'IPAR qui coordonne aussi la plateforme de dialogue sectoriel (*voir fiche n°1.2 sur la plateforme de dialogue*), c'est aujourd'hui un site de référence qui est considéré comme une des grandes réussites du programme.



GENÈSE

Au vu du contexte mauritanien, **un site internet a semblé le meilleur moyen de «virtualiser» l'accès à l'information et à la rendre transparente.** Dès sa conception, la plateforme devait être appropriée par une structure qui allait perdurer après le RIMRAP et qui ne soit pas un projet. En attendant, l'Assistance Technique du programme s'est attelée à construire une première version du site et à l'alimenter. Progressivement, elle a repassé le flambeau à l'IPAR.

CONTEXTE

Le site s'intègre dans une dynamique de renforcement du secteur rural au sens large. N'importe quelle personne qui cherche de l'information ou de la documentation sur ce secteur en Mauritanie doit se lancer dans un travail d'investigation fastidieux. Il était donc important que les connaissances disponibles puissent circuler. La structure multi-acteurs du RIMRAP constituait de ce point de vue une opportunité et permettait un travail collaboratif : que chaque organisation puisse ouvrir ses tiroirs, ses placards et ses disques durs pour alimenter un centre de ressources commun qui aurait été, dans un deuxième temps, ouvert à d'autres acteurs du secteur rural.

Il n'existait aucun espace d'information sur le secteur rural en Mauritanie. Les sites des Ministères de l'élevage et de l'agriculture - du Développement Rural aujourd'hui - étaient plutôt dédiés aux actions des Ministres et parfois alimentés de documents de références sur les stratégies gouvernementales..

DESCRIPTION

Le site <https://rim-rural.org/> regroupe plusieurs rubriques :

- **Les acteurs**, véritable who's who du secteur rural. Cette rubrique répond à la question "qui fait quoi ?" dans le développement rural de la Mauritanie.
- **Les programmes**. Cette partie du site s'efforce de mettre en ligne les programmes de développement rural majeurs opérant en Mauritanie, quel que soit le ou les bailleurs de fonds. Ceci permet d'avoir assez rapidement un panorama de l'existant et d'accéder aux informations importantes les concernant, avec un certain nombre de documents directement téléchargeables sur le site.
- **Le dialogue sectoriel**. Cette rubrique rassemble les travaux de tous les groupes sectoriels développés dans le cadre de la plateforme de dialogue sectoriel.
- **Les ressources**. Un espace qui constitue le cœur de la plateforme et rassemble tous les documents disponibles qu'il a été possible de mettre en ligne. Un moteur de recherche permet d'accéder à l'information par mots-clés.
- **Une médiathèque** qui comprend des photos, des vidéos et des cartes.
- **Un fil d'actualités** pour les nouvelles du secteur.



COMMENT L'ACTION A-T-ELLE ÉTÉ RÉALISÉE ?

2017

Une première ébauche d'un site a été réalisée depuis la France. L'approche décentralisée d'alimentation du site a été difficile à enclencher due à la réticence des structures à partager l'information. Même si elle a été validée, la structure du site a été jugée à l'usage peu ergonomique et l'Assistance Technique a souhaité reprendre la main sur son animation. D'autre part, il était nécessaire qu'une structure indépendante et pérenne se l'approprie.

2018

Le site a été rétrocédé à l'IPAR, organisation étant identifiée comme la structure relais en charge également de l'animation de la plateforme de dialogue. La refonte du site par un informaticien local n'a pas convaincu.

2019

La reprise en main du site par l'AT et l'informaticien de l'IPAR à Dakar a permis, au prix d'un long travail d'alimentation, d'aboutir à un site fonctionnel.

POUR QUELS RÉSULTATS ?

Sur le plan positif, le site existe et fonctionne bien. Il est maintenant un site de référence. L'objectif est atteint.

Sur le plan du perfectible, quelques imperfections techniques sont encore à combler mais la présence d'un informaticien au siège de l'IPAR permet d'assurer la maintenance du site.

L'interactivité pourrait être améliorée. Peu d'organisations envoient d'elles-mêmes des documents à mettre en ligne. Il faut encore majoritairement aller rechercher les éléments à mettre en ligne.

PORTÉE ET DURABILITÉ DE L'ACTION

Le site est maintenant reconnu et très régulièrement consulté. La fréquentation est en constante évolution et tourne à environ 200 visites quotidiennes. Il est considéré comme une référence sérieuse et des retours très positifs d'utilisateurs parviennent à l'IPAR et à l'AT.

D'autre part, son référencement pourrait être amélioré mais il est cependant souvent en tête des recherches convenablement ciblées.

Approprié et géré par l'IPAR, structure maintenant implantée en Mauritanie, le site continuera évidemment à être entretenu et alimenté après la fin de la phase actuelle du RIMRAP. L'intérêt suscité devrait être porteur pour investir sur l'IPAR et le site. Déjà, d'autres programmes comme AMCC+ (Alliance Globale pour le Changement Climatique et le RIMDIR et le RIMFIL) ont prévu non seulement de s'appuyer sur le site pour diffuser régulièrement leurs informations au lieu de créer leur propre site mais ils devraient continuer à appuyer en moyens financiers et humains l'IPAR et le site. L'Alliance Sahel s'est montrée également très intéressée.





ET SI C'ÉTAIT À REFAIRE ?

Le site a nécessité un temps de maturation assez long et un investissement important de l'AT. L'accompagnement n'est d'ailleurs pas complètement terminé. Quel que soit le site, il nécessite une animation dédiée sur le long terme avec une personne qui puisse mesurer la pertinence des documents à mettre en ligne, les résumer efficacement et aussi posséder un minimum de maîtrise de WordPress - le logiciel utilisé - pour alimenter elle-même le site. En parallèle, l'IPAR doit également **trouver un informaticien local dédié à l'entretien et à la réparation du site** car aussi compétent que soit celui de Dakar, il n'est pas toujours mobilisable. D'ailleurs, en octobre 2020, le site a été hacké et il a fallu un certain temps pour que la protection du site soit renforcée.

Si c'était à refaire : trouver les compétences techniques locales en amont pour perdre moins de temps.

DIRES D'ACTEURS

“Le site RIM-RURAL a été une opportunité extraordinaire. Vous savez, je préfère toujours parler de mon pays, mais c'est un peu à l'instar de beaucoup de pays africains. Nous faisons beaucoup d'études, nous faisons, nous produisons beaucoup de documents, mais excusez moi du terme, mais souvent, nous les rangeons dans les tiroirs. ...Combien de fois des stratégies sont définies et redéfinies parce qu'on oublie ce qui était déjà fait ? Ce centre de ressources, ça nous permet de récupérer l'ensemble des documents existants ou déjà faits et qui nous permettent d'avancer dans ce sens là. C'est un outil extraordinaire... On se rend compte que le nombre de visiteurs est important. Ce sont beaucoup des experts, que ce soit des experts nationaux internationaux ou même les services étatiques.

Mokhtar Fall, Directeur des opérations de l'IPAR en Mauritanie

Liens

Site rim-rural : <https://rim-rural.org/>

3.3

LA CAPITALISATION DES INITIATIVES DE RÉSILIENCE



Crédit photo : Sophie Nick/RIMRAP

Grâce aux diagnostics, des “initiatives probantes de résilience” ont été repérées. Il a été demandé aux équipes de détecter des projets villageois, aidés ou pas, qu'ils considéraient comme porteurs de résilience.

Cette action du GRDR, chef de file pour le Guidimakha, n'était prévue initialement que pour cette wilaya en collaboration avec le bureau d'étude Rhizome. Une bonne idée qui a été étendue aux 3 autres wilayas. 36 initiatives ont ainsi été documentées sous forme de fiches dont on a tiré une douzaine de clips en français et en hassanya, ainsi qu'une exposition itinérante.

Ces initiatives ont permis concrètement de définir, en partant du terrain, les indicateurs de la résilience en termes de moyens, stratégies et durabilité.



GENÈSE

Une partie des diagnostics, qui ont été réalisés par les 4 consortiums dans les 4 wilayas du projet, a été consacrée au **repérage d'initiatives villageoises qui renforcent la résilience des populations**. L'objectif était de partir des initiatives de terrain effectivement probantes pour en déduire les critères de la résilience.

Cette activité de repérage était initialement prévue par le GRDR dans le Guidimakha. Le RIMRAP a permis de l'étendre aux 3 autres régions du RIMRAP.

DESCRIPTION

36 fiches de capitalisation, 12 vidéos ont été réalisées et une exposition. Initialement chaque consortium devait identifier et capitaliser 10 initiatives (donc 40 en tout) dont 3 - les plus intéressantes - devaient faire l'objet d'une vidéo. Les 4 fiches manquantes sont dues au consortium du HEG qui n'a pas détecté suffisamment d'initiatives. Les fiches ont été déclinées sous forme d'exposition qui devrait circuler dans les wilayas et au niveau central à travers 25 panneaux explicatifs.



Crédit photo : Sophie Nick/RIMRAP



COMMENT L'ACTION A-T-ELLE ÉTÉ RÉALISÉE ?

Réalisation

La capitalisation des IR (Initiatives de Résilience) a été réalisée grâce à des ateliers dans les wilayas sur la capitalisation : les thématiques des IR ont été choisies au sein des équipes avec l'aide de l'AT et une fiche de capitalisation-type a été élaborée sur word pour qu'elle soit appropriée par les «capitaliseurs». Cette fiche a été documentée avec l'appui de Rhizôme, responsable de la capitalisation pour le GRDR et dont les prérogatives ont été étendues aux autres régions.

Finalisation

Ensuite, un atelier réunissant tous les "capitaliseurs" a été organisé pour améliorer le contenu des fiches et leur rédaction. Puis les fiches ont fait l'objet de nombreux aller-retours entre les agents de terrain, l'AT et Rhizôme.

Diffusion

Finalement, leur version finale a été publiée sur le site rim-rural.org en français et en arabe. Les fiches ont également été regroupées dans une publication dans les 2 langues. Le choix des sujets des films a fait l'objet d'une négociation entre les consortium et l'AT. Les vidéos ont été réalisées par un prestataire extérieur français qui était intégré dans l'AT contractuellement. La mise au point du scénario-type a été réalisée lors du premier tournage. Chaque tournage a été l'occasion d'impliquer les équipes de terrain. Les vidéos ont été diffusées sur la chaîne youtube du RIMRAP et à travers le site rim-rural.org.



Crédit photo : Sophie Nick/RIMRAP





POUR QUELS RÉSULTATS ?



Le repérage des initiatives a conduit à des discussions dans les équipes sur la définition de la résilience, meilleure compréhension de la résilience, meilleure prise en compte de facteurs de résilience dans les interventions (comme le réalisme économique des projets appuyés), changement de paradigme (c'est l'initiateur qui transmet son savoir), circulation de certaines initiatives (comme la fabrication de charbon à base du fruit du doumier).



Gros investissement en temps des équipes, difficulté à trouver des photos pour illustrer des fiches de capitalisation (heureusement certaines ont été faites lors des tournages vidéo).

PORTÉE ET DURABILITÉ DE L'ACTION

La circulation d'initiatives d'une région à une autre (exemples du Doumier, de la mini-laiterie..), valorisation des savoirs endémiques (fabrication de savon), innovation (nattes à partir de végétaux locaux), démonstration de l'importance de la gestion locale territoriale pour la préservation des ressources (intercommunalité, AGLC...) : toutes ces initiatives ont été analysées pour en déduire les critères de la résilience en passant de l'action à la théorie.

Cette meilleure connaissance des indicateurs de la résilience influence dès à présent les interventions du GRDR à l'initiative de ce chantier.

Les fiches de capitalisation ont fait l'objet de nombreux aller-retours entre les agents de terrain chargés de la capitalisation, l'AT et Rhizôme. La difficulté a notamment consisté à inciter ces agents à regarder de près la viabilité économique des initiatives. Ils étaient souvent plus habitués à apporter de l'aide (alimentaire et autre) aux populations qu'à recueillir leurs savoirs. Ce changement de paradigme a été très intéressant à observer et les pratiques des personnels des ONG en charge de ce travail en ont été renforcées.



ET SI C'ÉTAIT À REFAIRE ?

Ce chantier de capitalisation a confirmé la nécessité que ce genre d'exercice soit réalisé par les acteurs de terrain, l'expertise externe n'intervenant qu'en appui méthodologique et technique. Les agents de terrain sont généralement peu sollicités pour l'analyse et les écrits. D'où l'importance d'un accompagnement extérieur pour les aider à améliorer les fiches. En ce qui concerne la réalisation des vidéos, l'exercice a également confirmé l'importance de **travailler en coopération avec des équipes locales pour plus de souplesse** surtout dans les zones reculées. **L'atelier d'écriture organisé pour la rédaction des fiches a été très important pour fédérer les équipes** et créer des liens entre des équipes de régions différentes qui se croisent rarement. C'est aussi grâce à eux que circulent les initiatives.

Si c'était à refaire il faudrait travailler à la simplification des fiches et des vidéos pour des temps de production plus réduits et davantage de diffusion. Il avait été imaginé de faire une foire de la résilience en rassemblant tous les héros des initiatives pour qu'ils se rencontrent mais cela n'a pas pu être réalisé faute de temps. La rédaction des fiches a aussi fait apparaître la **nécessité de formations en photo et vidéo des équipes** pour mieux les illustrer.

DIRES D'ACTEURS

“ Le RIMRAP a montré des domaines nouveaux dans nos habitudes à l'intérieur du pays. Par exemple, on voit des femmes qui ont une boucherie, ça c'est nouveau. On voit des hommes qui font des élevages de pintades. Ça, c'est nouveau. C'était pas dans nos habitudes, c'est habituer les gens à faire des activités génératrices de revenus. Et là, c'est nouveau. Il faut faire des activités génératrices de revenus, il faut produire, parce que l'environnement est très hostile pour le développement, il faut de la création, il faut accompagner les producteurs, ce qui a été amorcé par le RIMRAP.”

Abdallahi Zeyad, Directeur de la DSCSE, Ministère du Développement Rural.





Liens

Vidéos du site rim-rural : <https://rim-rural.org/videos-2/>

Chaine Youtube du RIMRAP : https://www.youtube.com/channel/UCtIAUXpURjnNyC6carpqUdg?view_as=subscriber

Publication sur les initiatives de résilience (les fiches apparaissent en français mais leur version arabe est téléchargeable en cliquant sur la fiche désirée) : <https://rim-rural.org/initiatives-de-resilience/>

Document RhiZome sur la méthodologie d'approche : <https://rim-rural.org/2019/08/10/capitalisation-des-initiatives-agropastorales-dans-la-region-du-rimrap/>

Exposition sur les initiatives de résilience : *à venir pour la mise en ligne*

Parmi les Initiatives de Résilience, une douzaine a été retenue afin de les valoriser sous forme de petites vidéos pédagogiques :

GUIDIMAKHA

Fonctionnement d'une mini laiterie à Daymakha

Production maraîchère toute l'année à Ajar

Réhabilitation du barrage de Sabouciré

Mise en place de l'Intercommunalité dans la zone du Karakoro

ASSABA

Production de savon à Taфра Poudre

Culture du Niébé à Maghta Sfeira

Organisation du maraîchage à Taghada Wassa et Boughara

HODH EL GHARBI

Production d'amzig (lait fermenté) à Aïoun

Elevage de pintades à Sleilihiya

Transformation du Doumier à Lénouar

HODH EL CHARGUI

Fonctionnement de la boucherie féminine à Ehil Samba

Organisation de la coopérative féminine multi-activités à Aweinatt

3.4

LES DOCUMENTS TECHNIQUES DU RIMAP



Crédit photo : Sophie Nick/RIMRAP

Le site rim-rural a été alimenté par de nombreux documents, études et rapports sur le secteur rural dont certains ont été produits dans le cadre du RIMRAP. Par exemple, les atlas issus des diagnostics sont maintenant accessibles à tous. Le consortium du Guidimakha a produit des atlas sur la sécurité alimentaire, celui du Hodh El Chargui s'est concentré sur l'hydraulique et enfin le consortium de l'Assaba sur les potentiels de développement de la région. Comme pour les diagnostics, une homogénéisation de ces atlas aurait permis une vision plus globale.

Quoi qu'il en soit, ils apportent une mine d'informations sur des zones peu étudiées des 4 wilayas du programme. À côté des documents géographiques, plusieurs études thématiques ont été produites dont certaines se trouvent en ligne.



GENÈSE

Les diagnostics réalisés dans les 4 wilayas ont abouti à la **production d'atlas** dont l'objectif était de diffuser des informations sur le potentiel de développement des 4 régions étudiées mais aussi sur l'organisation des populations locales et leur capacité de résilience.

De même, le choix des **thématiques des études élaborées dans le cadre du RIMRAP** ont découlé de la volonté d'appuyer le Ministère du Développement Rural en approfondissant les priorités stratégiques de la Mauritanie.

CONTEXTE

L'identification du programme a mis en relief une faible connaissance des ressources naturelles de la Mauritanie. Peu d'informations agricoles, pastorales et environnementales étaient disponibles dans les régions concernées par le RIMRAP, l'Assaba, le Guidimakha et les deux Hodhs.

DESCRIPTION

À la suite des actions identifiées lors des diagnostics, plusieurs études ont été conduites (institutionnelle, agriculture, élevage, ...) par les consortiums et l'Assistance Technique (AT). D'autres études au niveau institutionnel ont été réalisées par l'AT (systèmes pastoraux, crise/urgence, plan de formation, ...). D'autre part, 3 atlas ont été réalisés sur la base des enquêtes de ménages (Guidimakha) et des diagnostics réalisés par les consortiums (dans le cas du Hodh El Chargui et de l'Assaba).



Crédit photo : Sophie Nick/RIMRAP



Documents produits dans le cadre du RIMRAP

Stratégie de communication	AT RIMRAP
Recommandation techniques pour l'amélioration du contenu rédactionnel du site du ME	Terre Nourricière
Recommandation techniques pour l'amélioration du contenu rédactionnel du site du MA	Terre Nourricière
Appui à l'élaboration d'une procédure de gestion des risques et des crises	Michiels IRAM /Hanefi UCAD
Appui au dialogue sectoriel sur la résilience de l'agriculture pluviale et du pastoralisme	Bonnet/IRAM
Manuel de Suivi & Evaluation	Tréboux IRAM & Kane AT
HEG - Diagnostic État des lieux des PDC	4Space
HEG - Diagnostic des conflits associés aux ressources naturelles	CAD Sahel
HEG - Diagnostic sur la sécurité alimentaire & nutritionnelle	Save t C
HEG - Diagnostic des mécanismes de gouvernance des ressources naturelles	Dr BA
HEG - Diagnostic des territoires, des acteurs et des ressources	Mahmoud / Vall
HEC - Diagnostic Atlas cartographique	Terre Solidali
HEC - Diagnostic régional	Terre Solidali
Assaba - Diagnostic sur les systèmes agro-pastoraux	Gret
Assaba - Diagnostic des ressources naturelles	Tenmiya
Assaba - Profilage des Risques de catastrophe et mécanisme d'adaptation pour la résilience	World Vision
HEG - Rapport de synthèse des diagnostics	Gandega
Manuel du cycle PPBSE	Ponty
Feuille de route pour la chaîne PPBSE	Ponty
Enjeux de l'opérationnalisation du PPBSE au Min Elevage	AECID
Diagnostic en termes de formation & recherche et de renforcement de capacité des institutions	Soloviev/Lembrabott - GIZ-RF
Valorisation des diagnostics régionaux	Bonnet/Abda - IRAM/UCAD
Stratégie de l'AT	AT RIMRAP



Analyse des déterminants de la vulnérabilité des ménages pastoraux	Guibert & Al IRAM/BM/STC
Guidimakha - Diagnostic Identification des déterminants de la vulnérabilité alimentaire des AgroP	GRDR
Assaba - Rapport de synthèse des 4 diagnostics	WV/Tenmiya/Gret/Ecodev
Capitalisation des Initiatives de résilience dans les régions du RIMRAP	Touyer/Rhizome
L'agropastoralisme, un rempart au terrorisme	RIMRAP/S&D
Capitalisation et diffusion des documents des programmes des sous secteur des stratégies	Fall/AECID
Etat des lieux sur les infrastructures rurales en Mauritanie	Baldo - BAREC
Guidimakha - Diagnostic terroir Garfa	GRDR/En Haut
Guidimakha.- Diagnostic terroir Hassi Cheggar	GRDR/En Haut
Guidimakha - Diagnostic terroir Melgué	GRDR/En Haut
Guidimakha - Diagnostic terroir Sagne Diery	GRDR/En Haut
Note d'orientation stratégique pour la filière Lait local en Mauritanie	Magnani/Fall - IRAM/UCAD
Traduction arabe du PNDE	El Ghassem
Traduction arabe du PNDA	El Ghassem
Préparation à l'évaluation de la SDSR	Dia - Consultant
Étude GTRN (appui à l'élaboration d'une stratégie nationale)	Touyer/Rhizome
Étude CAP (Diagnostic préliminaire & feuille de route)	Rigourd & Al - IRAM/GIZ
Atlas socio-foncier de l'Assaba et cartographie des ressources naturelles critiques	Y.O.Mkhaytir/WVI
Atlas sur la sécurité alimentaire dans le Guidimakha	GRDR
Compilation des plans d'actions prioritaires pour la résilience au niveau régional	O.Sonko/WVI
Stratégie régionale de Développement de l'Assaba	S.O. Jereib
Plan d'aménagement des bassins versants de l'Assaba	B.O.Bennahi
Diagnostic de la communication dans les 4 régions du RIMRAP	Sophie Nick



COMMENT L'ACTION A-T-ELLE ÉTÉ RÉALISÉE ?

Pour les atlas et les diagnostics relevant de la responsabilité des membres du RIMRAP (ONG, AECID, GIZ), la démarche était déjà inscrite dans les documents de projet. Les éléments produits sont donc apparus au gré de la programmation de leurs actions respectives. En général, au démarrage des activités afin de mieux définir un contexte de travail, et à la fin pour ponctuer ou capitaliser sur l'action globale.

En ce qui concerne les études et autres, la méthodologie a toujours été la suivante :

- Identifier ou répondre à un besoin, une identification d'une problématique particulière.
- Rédiger une note de cadrage et/ou des termes de référence (TdR) et les partager avec les parties prenantes en commençant par le MDR.
- Identifier une expertise nationale et/ou internationale.
- Faire valider les TdR et les profils des consultants par la DUE.
- Lancer le travail (à distance, mission sur place, dans les régions...).
- Restituer le travail, souvent à travers les groupes de travail de la plateforme ou DUE, MDR et AT.
- Produire un document de synthèse.

PORTÉE ET DURABILITÉ DE L'ACTION

Ces documents, Atlas et études sont pour la plupart diffusés auprès des acteurs (services centraux et déconcentrés, OSP, usagers, PTF ...) via le site de la plateforme numérique (rim-rural) ainsi qu'en format papier. Ils ont parfois fait l'objet d'une restitution et d'un débat lors d'une réunion de la plateforme de dialogue sectoriel. Ces études ont été très utiles pour la définition des actions du RIMRAP (comme les actions prioritaires) et celles d'autres programmes d'appui comme le RIMFIL.

Il est prévu que les atlas soient mis à jour régulièrement par les organisations qui les ont produites pour tenir compte des évolutions.





ET SI C'ÉTAIT À REFAIRE ?

Ces outils sont souvent longs à élaborer et nécessitent l'implication des instances locales mais elles sont indispensables avant d'entamer des réalisations et des autres actions de développement.

Les phases d'enquête lors des diagnostics sont directement utiles à l'élaboration des études mais sont également l'occasion de collecter une foule d'informations dont il est important de garder une trace pour d'autres interventions. La difficulté de ce genre d'exercice ne réside pas dans la phase d'enquête mais plutôt dans la capacité à analyser et synthétiser les informations recueillies.

DIRES D'ACTEURS

“ Comme tout exercice, que ce soit faire un barrage ou un atlas, il faut définir l'objectif final. À quoi sert une action? On ne doit pas commencer une action sans la définir à terme. Donc, si on fait un atlas ou une étude, à quoi et à qui sert l'atlas ou l'étude ? Si on commence déjà par cette question, ça dimensionne complètement l'approche de diagnostic, de la formulation, des enquêtes, de la rédaction, de l'édition etc. Donc ne focalisons pas sur les atlas, il n'y en a pas eu beaucoup. Ce n'est pas une fin en soi. C'est un des résultats des ONG dans le RIMRAP. Mais disons que si on parle d'un exercice de capitalisation, les atlas en sont un des aboutissements théoriques. Il y a un objectif d'information qui est gratuit en fait et qui ne porte pas vraiment à conséquence. Mais comme dans le cadre d'un programme de développement, je pense que la conception d'outils de capitalisation doit vraiment permettre d'arriver à déclencher des actions concrètes derrière, sur la base de la connaissance que l'on a.”

Franck Müller, Chef de mission, Assistance Technique du RIMRAP

Liens

Retrouvez la liste de l'ensemble des diagnostics réalisés dans la fiche n°2.1 « Les diagnostics du secteur rural ».

CRÉDITS

Photos : Sophie Nick/RIMRAP, Terre Nouricière/RIMRAP, En Haut/GRDR.

Rédaction : Franck Müller, Hamzate Kane et Sophie Nick de l'Assistance Technique du RIMRAP.

Conception : Com4Dev/RIMRAP.

